

4

(N° 103)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1920.

Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif
à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits
de la guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'arrêté-loi du 23 octobre 1918 est entré en vigueur avant l'adoption par le Parlement des lois du 10 mai et du 10 juin 1919 sur la réparation des dommages de guerre.

Il avait été préparé à une époque où l'on ne connaissait pas encore l'étendue et l'importance des dommages que la guerre a causés dans notre pays.

Lorsque le Gouvernement soumit au Parlement les projets qui devinrent les lois des 10 mai et 10 juin 1919, il estima qu'il était préférable de continuer l'expérience entreprise dès l'armistice, en mettant en application l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, il y était contraint d'ailleurs, car, dès la libération du territoire, l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 avait été mis en application. Des nominations de membres des tribunaux de dommages de guerre et de commissaires de l'État avaient été faites et des formules distribuées dans toutes les communes du pays.

Une revision de procédure eût entraîné en ce moment un grand trouble, et il ne fallait s'y résoudre que si la nécessité s'en faisait sentir d'une façon impérieuse.

Plus d'un an s'est passé depuis.

Les tribunaux de dommages de guerre fonctionnent dans l'ensemble du royaume. A côté des organismes judiciaires institués en exécution de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, existent des organisations administratives créées dans le but de faciliter l'octroi d'avances, et cela conformément à la loi du 24 février 1919.

D'après les plus récentes statistiques parvenues à mon Département, il a été accordé jusqu'au 7 février 1920 :

Fr. 15,577,772.75, représentant des avances de moins de 10,000 francs, consenties en vertu des articles 6 à 10 de l'arrêté royal du 9 avril 1919;

Fr. 182,378,662, représentant des avances sur bons de réquisition, accordées en vertu des articles 3 à 5 du même arrêté royal;

Fr. 1,861,313.58, représentant les transactions de moins de 2,000 francs conclues avec les sinistrés en application de l'article 2 de la loi du 2 février 1919;

Fr. 6,060,875, accordés à titre d'avances par l'intermédiaire des Co-opératives de sinistrés en vertu de l'arrêté royal du 12 juillet 1919;

Fr. 290,138,466.27, représentant les indemnités accordées par jugement des Cours et tribunaux de dommages de guerre.

Le total des sommes accordées se monte donc à fr. 496,017,089.60.

Cinq mille huit cent vingt-neuf jugements et arrêts ont été rendus jusqu'à ce jour.

Ce travail se répartit entre vingt-six tribunaux et trois Cours d'appel; les tribunaux comprenant dans leur ensemble nonante chambres et les Cours d'appel neuf chambres. Cent nonante-six Commissaires de l'État leur prêtent leur concours.

Quel que soit le zèle ainsi déployé par les magistrats des Cours et tribunaux de dommages de guerre, dans l'accomplissement de leur mission, il est incontestable que si l'on veut arriver à réparer rapidement les dommages que la guerre a entraînés, des réformes doivent être introduites dans l'organisation actuelle.

Il faut que le sinistré puisse faire valoir ses droits plus facilement, que les organismes appelés à constater et à évaluer les dommages de guerre soient multipliés, que le nombre des personnes appelées à prêter leur concours à ces juridictions soit augmenté.

L'expérience a démontré que la nécessité d'une réforme tient principalement à trois causes :

1° L'absence de hiérarchie dans l'organisation des commissaires de l'État.

L'arrêté-loi du 23 octobre 1918 institue pour les dommages de guerre une organisation judiciaire créée d'après le cadre de la loi du 18 juin 1869.

« Il y a, dit le rapport au Roi précédant l'arrêté-loi, auprès de chaque » juridiction un Commissaire de l'État désigné par le Ministre des Finances. » Mis en possession de tous les dossiers administratifs, ce Commissaire » appréciera les demandes et fera valoir en toute indépendance et sans » avoir reçu aucun mandat impératif les conclusions que commande l'intérêt

» général de la nation — dès lors, l'intervention d'un Ministère public ne se
» concevait plus ».

Il résulte de cet extrait que, dans l'esprit des rédacteurs de la loi, la direction complète de la juridiction des dommages de guerre doit appartenir au Président de la Cour ou du Tribunal. Le Commissaire de l'État n'intervenait que comme expert du Gouvernement, chargé d'éclairer le tribunal avant que celui-ci prenne une décision; en ce point, les rédacteurs de l'arrêté-loi s'étaient écartés de l'organisation judiciaire générale. Ils avaient institué, auprès de chaque Cour ou de chaque Tribunal, une sorte de Ministère public, mais celui-ci était appelé uniquement à donner son avis sur les affaires dont le tribunal le saisisait. Point de hiérarchie dans l'organisation de ce Ministère public.

Les rédacteurs de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 avaient eu cette conception que le Président du Tribunal serait en quelque sorte le chef du Commissaire de l'État, or, l'expérience a démontré que cette solution est peu pratique. Le Commissaire de l'État est le représentant du Gouvernement, il doit recevoir ses instructions du Ministre des Affaires Économiques. De plus, le Commissaire de l'État a de nombreuses occupations administratives indépendantes de l'organisation du tribunal, tel par exemple, les avances consenties en exécution de la loi du 24 février 1919, et cependant, d'une façon générale, il n'y a aucun intermédiaire entre le Ministre des Affaires Économiques et les commissaires de l'État.

Dès à présent, ceux-ci sont très nombreux, leur nombre devra nécessairement croître encore. Il est donc nécessaire de créer une organisation hiérarchique.

2° La situation actuelle a certainement abouti à une dispersion des efforts; les attributions sont mal réparties entre les Commissaires, ceux-ci ne sont pas guidés dans leur mission, ils l'exercent comme bon leur semble, d'une façon qui diffère de Tribunal à Tribunal et même de Commissaire à Commissaire. Par ce fait, les relations entre tribunal, greffe et Commissaire de l'État ne sont pas établies suivant des règles fixes qui assureraient à ces trois organes un fonctionnement tout à fait régulier.

Un second inconvénient de la situation actuelle résulte dans le fait qu'une fois sa formule déposée à l'administration communale, le sinistré n'est plus maître de sa procédure. Quelle que soit la situation dans laquelle il se trouve, il n'a pas de recours, si le Commissaire de l'État n'agit pas à son égard avec toute la rapidité qu'il est en droit d'exiger. Le Commissaire de l'État ne pouvant, en l'absence de hiérarchie, être contrôlé dans chaque affaire, il peut en résulter un véritable préjudice pour le sinistré.

3° Enfin, quels que soient les efforts tentés par les rédacteurs de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, la procédure n'est pas suffisamment simple.

L'arrêté-loi a mis en œuvre la procédure des Conseils de prud'homme et des Justice de paix. Celle-ci eût pu être parfaitement appliquée, si le nombre

d'affaires soumises aux juridictions de dommage de guerre n'eût pas dépassé celui qui figure au rôle des juridictions ordinaires; mais, tel n'est malheureusement pas le cas. Les demandes de dommages de guerre ont afflué dans différents arrondissements; dans certains d'entre eux elles dépasseront sans doute le nombre de cent mille.

Des mesures spéciales doivent être prises pour permettre aux sinistrés, malgré cet encombrement, d'obtenir rapidement l'indemnité qu'ils sont en droit d'exiger, ou tout au moins des avances suffisantes pour leur permettre d'entreprendre la reconstruction des biens détruits.

Les renvois successifs de l'Administration communale au Président du tribunal, de celui-ci au commissaire de l'État, l'absence d'une juridiction de référé ont pour résultat de rendre la justice des dommages de guerre particulièrement lente, sans avoir d'ailleurs certains palliatifs qui existent devant les juridictions ordinaires.

Les réformes suivantes doivent donc être introduites dans l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 :

1° Il serait nommé près de chaque cour et de chaque tribunal, un commissaire principal de l'État qui, sous l'autorité du Ministre des Affaires Économiques, aurait pour mission d'exercer l'action en réparation, de surveiller l'exécution des lois, des arrêts et jugements et de veiller au maintien de la discipline et à la régularité du service.

Pareille réforme devrait être introduite dans l'organisation des cours et tribunaux de dommages de guerre, de façon à créer près de ceux-ci un parquet organisé suivant des règles précises.

2° Pour améliorer la procédure adoptée dans les cours et tribunaux de dommages de guerre, il importerait de rapprocher l'organisation de ceux-ci de celle des tribunaux correctionnels. En principe, l'action près les cours et tribunaux de dommages de guerre appartiendrait aux commissaires principaux. Ce sont eux qui, une fois l'instruction terminée, citeraient le sinistré devant le tribunal, de son côté, le sinistré aurait le droit, dans le cas où le parquet du tribunal des dommages de guerre ne fonctionnerait pas selon ses désirs, de citer directement le commissaire de l'État devant le tribunal; l'une et l'autre partie seraient ainsi parfaitement en état de faire venir les affaires devant la juridiction compétente, et à tout moment de la procédure le sinistré pourrait suivre celle-ci. S'il n'obtenait pas satisfaction, le tribunal lui ferait connaître le motif pour lequel cette satisfaction lui est refusée.

3° La procédure de référé, si souple et si simple dans les juridictions ordinaires, n'existe pas jusqu'à présent devant les tribunaux de dommages de guerre; il serait pourtant facile de l'introduire dans l'organisation actuelle.

La juridiction de référé serait confiée au Président ou au Vice-Président du tribunal.

Le juge des référés statuerait sur tous les cas urgents et spécialement sur les demandes d'allocations provisionnelles, lorsque celles-ci seraient sollicitées en vue du remploi immédiat.

4° Jusqu'à présent, il existe une procédure en conciliation qui se passe entre le Commissaire de l'État et le sinistré.

Cette procédure, excellente en principe, devrait se dérouler devant le tribunal afin d'éviter la répétition de la discussion, en cas de non-conciliation. De cette façon, le tribunal pourrait se faire une opinion sur le fond de l'affaire et immédiatement, soit statuer définitivement, soit accorder une allocation provisionnelle ;

5° Les inconvénients constatés jusqu'à présent dans l'organisation de la juridiction des dommages de guerre ont été particulièrement accentués dans les régions dévastées. Dans ces communes ravagées ou détruites, alors que le nombre des sinistrés est beaucoup plus considérable qu'en n'importe quel endroit du pays, on éprouve les plus grandes difficultés à recruter le personnel nécessaire dans le cadre de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918. Il faut donc que l'on puisse prévoir spécialement dans ces régions des mesures d'instruction spéciales ; que l'on puisse assurer au tribunal des dommages de guerre la collaboration de tous ceux qui peuvent être utiles à l'exercice de cette mission ; que l'on puisse, en vue de hâter la reconstruction, prendre toutes les mesures qui permettraient de favoriser la réparation des dommages quand elle tend à la reconstruction immédiate.

Les réformes suivantes sont proposées en ce sens : des Commissions arbitrales pourraient être établies dans des cadres identiques à ceux qui ont été adoptés par la loi française du 17 avril 1919. Ces Commissions doivent s'efforcer de concilier les parties, conclure un accord s'il y a lieu, et le soumettre à l'homologation du tribunal. En cas de non-conciliation, la Commission dresse procès-verbal des demandes et dires des parties et de leur désaccord. Elle constate la réalité et l'importance des dommages et peut ainsi transmettre un rapport et des conclusions précises au Tribunal qui sera appelé à statuer.

Il faut que semblable organisation ait toute la souplesse nécessaire et qu'elle puisse s'assurer dans les régions dévastées tous les concours utiles. C'est dans ce but que le projet de loi n'entre pas dans des détails trop précis. Il appartiendra au Roi de déterminer quelles sont les règles suivant lesquelles fonctionneront les Commissions arbitrales et quelle sera leur conception.

Si celles-ci n'arrivent pas, dans un certain nombre de cas, à trancher immédiatement et à conclure un accord avec le sinistré, elles pourront tout au moins réaliser des arrangements partiels, c'est-à-dire, que les parties se déclareront d'accord pour admettre que le dommage s'élève au moins à telle somme et qu'une avance provisionnelle de cet import peut être immédiatement accordée par le juge des référés fonctionnant sur place, en dehors des contraintes de la procédure ordinaire, sans devoir observer des formalités particulièrement précises.

Les Commissions arbitrales seront à même de résoudre des quantités de conflits et d'augmenter dans des proportions considérables le nombre des sinistrés qui pourront obtenir rapidement satisfaction. Il n'est en effet pas douteux que mis en présence des immeubles détruits ou ravagés, entendant à la

fois le Commissaire de l'État et le sinistré, se faisant accompagner de délégués de l'administration communale ou d'un expert d'immeubles, les arbitres pourront évaluer avec une extrême rapidité.

La confiance renaitra au sein de la population dès que l'on verra attribuer des indemnités en nombre suffisant et, grâce à celle-ci, la réparation s'opérer rapidement.

6° Les Commissaires de l'État, en raison de l'importance de leurs fonctions, ne peuvent assumer la tâche de vérifier le contrôle du emploi. Ce service pourrait être confié à des inspecteurs ou inspecteurs adjoints, relevant directement du Ministre des Affaires Économiques.

7° Les Commissaires principaux, les Commissaires de l'État, les inspecteurs et les inspecteurs adjoints peuvent être amenés, au cours de l'instruction des affaires, à découvrir les preuves d'un délit prévu par l'article 66 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1948.

Il serait nécessaire qu'ils pussent consigner ces faits dans un procès-verbal dont les affirmations seraient reconnues exactes jusqu'à preuve contraire. Il suffirait pour cela de leur donner la qualité d'officier de police judiciaire.

Tels sont les grands principes qui doivent être mis à la base de la réorganisation des juridictions de dommages de guerre.

D'autres réformes, moins importantes, doivent être introduites dans l'arrêté-loi du 23 octobre 1948; elles seront examinées en passant les articles du projet en revue.

EXAMEN SOMMAIRE DES ARTICLES

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER. — La rédaction doit être mise en concordance avec les dispositions législatives postérieures à l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

ART. 2. — Cet article peut être abrogé. Il est inutile de prévoir la constatation et l'évaluation des dommages qui ne peuvent pas être réparés en vertu de la législation actuelle. Si cette législation est un jour complétée, il suffira dans la nouvelle loi, de renvoyer à l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 révisé ou de prévoir des mesures et délais spéciaux pour la constatation et l'évaluation des dommages.

TITRE II.

De l'organisation judiciaire et de la compétence.

SECTION I — *De la compétence.*

Il n'y a pas d'article visant spécialement la compétence dans l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, celle-ci résulte indirectement de ce que l'on doit déposer ses déclarations chez le bourgmestre et de ce que celui-ci les envoie au tribunal de l'arrondissement. Puisque cette procédure est modifiée, il y a lieu d'établir des règles précises de compétence. Ces règles sont celles en vigueur actuellement, sauf toutefois que l'expérience a démontré la nécessité d'une dérogation.

Il se fait que certaines entreprises ont subi des dommages dans plusieurs arrondissements. Il fallait que l'on détermine quel serait le tribunal compétent pour ne pas obliger ces entreprises à adresser des demandes séparées à différents tribunaux du pays. Des dispositions ultérieures dans le projet prévoient des Commissions rogatoires pour faire instruire les affaires par le tribunal qui n'est pas compétent, mais dans le ressort duquel certains biens sont situés.

Une mesure spéciale a été considérée comme nécessaire, en ce qui concerne la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux, afin d'éviter qu'elle ne doive introduire sa demande devant divers tribunaux.

ART. 2^{ter}. — Règle la compétence en matière de dommages aux personnes.

ART. 2^{quater}. — Cet article détermine comment est dirigé l'action en réparation des dommages de guerre par les Commissaires principaux, suivant les modalités indiquées ci-dessus.

SECTION II. — *Des tribunaux de dommages de guerre.*

ART. 3. — Pas de changement.

ART. 4. — La phrase ajoutée à cet article insiste sur la nécessité pour le Tribunal de se transporter au siège de telle ou telle commune de son arrondissement. Le Commissaire de l'État peut requérir ces transports et le tribunal est tenu de déférer à cette réquisition.

ART. 5. — C'est au Commissaire principal de l'État qu'il appartient de requérir le Président du Tribunal de distribuer les affaires.

ART. 6 et 7. — Pas de changement.

ART. 8. — Cet article prévoit le renouvellement des mandats.

ART. 9. — Pas de changement.

ART. 10. — Remplacement du Ministre de la Justice par le Ministre des Affaires Économiques.

ART. 11 et 12. — Pas de changement.

ART. 13 et 13^{bis}. — Rôle et nomination des Commissaires principaux et des Commissaires de l'État.

ART. 14 à 18. — A maintenir.

SECTION IV. — *Des Cours de dommage de guerre.*

ART. 19. — Pas de changement.

ART. 19^{bis}. — De même que les Tribunaux, les Cours sont itinérantes; le Commissaire de l'État requiert le transport et la Cour est tenue de déférer à cette réquisition.

ART. 20. — Sur réquisition du Commissaire principal de l'État, le Président de la Cour distribue les affaires.

ART. 21 et 22. — Pas de changement.

ART. 23 à 26. — Substitution du Ministre des Affaires Économiques au Ministre de la Justice. Application des articles 206, 207 et 207^{bis} de la loi du 10 juin 1869 relatifs à la désignation d'un greffier en cas d'empêchement du titulaire.

ART. 26^{bis} et 26^{ter}. — Rôle du Commissaire principal et des Commissaires de l'État près la Cour.

TITRE III.

Du mode de procéder devant les Cours et Tribunaux.

ART. 27. — Les demandes seront adressées au Commissaire principal et non au Bourgmestre. On supprime ainsi la translation inutile des demandes et des dossiers d'une autorité à une autre. Obligation de tenir registre.

ART. 28. — Pas de changement.

ART. 29. — Dans l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, cet article est extrêmement compliqué. Les catégories de dommages de guerre ont été supprimées. On peut donc condenser les principes de ce long article en quelques phrases, c'est l'objet du projet.

ART. 30 et 31. — Pas de changement.

ART. 32 et 33. — Abrogés.

ART. 36. — Le Commissaire de l'État convoque le sinistré devant le tribunal. Le tribunal lors de la comparution s'efforce de concilier les parties et éventuellement homologue l'accord.

En cas de non conciliation il juge définitivement, ou, s'il le trouve nécessaire, adjuge une allocation provisionnelle.

ART. 37. — Droit pour le sinistré de saisir le tribunal par voie de citation d'huissier. Il semble que pour éviter de multiplier les réclamations il faut exiger l'intervention de l'huissier; une lettre recommandée ne peut suffire.

ART. 37^{bis}. — Si la transaction porte sur une demande ne dépassant pas 10,000 francs, l'homologation du tribunal n'est pas nécessaire. Il suffit pour le Commissaire de l'État de la soumettre à l'approbation du Ministre des Affaires Économiques.

ART. 38. — Pas de changement.

ART. 39. — Cet article prévoit la délégation de certaines fonctions données à un membre du tribunal. Le membre ainsi délégué pourra, en cas d'urgence, accorder immédiatement une allocation provisionnelle. On considère comme demande urgente, toute demande introduite en vue du emploi immédiat.

ART. 39^{bis}, 39^{ter} et 39^{quater}. — Règlent la constitution des Commissions arbitrales. Un arrêté royal déterminerait la composition de ces Commissions. Si la chose devait être réalisée dans la loi, nous devrions entrer dans des détails très précis comme le fait la loi française. De plus, il est à craindre que l'organisation de ces Commissions arbitrales n'ait pas toute la souplesse nécessaire. L'expérience démontrera exactement à qui il faut faire appel pour les composer le plus judicieusement.

Le principal but de ces Commissions serait d'arriver à conclure un accord avec le sinistré et, lorsque l'accord ne pourrait être conclu, à soumettre un rapport au tribunal des dommages de guerre. Les Commissions arbitrales fonctionnant sur place, le tribunal sera ainsi en possession d'un rapport impartial qui lui permettra de statuer sur le différend. Il y a utilité à ce que les évaluations des Commissions arbitrales soient rendues publiques, c'est le motif pour lequel on prescrit l'affichage.

ART. 40 à 45. — Pas de changement.

ART. 45^{bis}. — Règle la gestion des Commissions rogatoires pour permettre l'application de l'article 2^{bis}.

ART. 46. — Dans les cas urgents, si le sinistré ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher l'aggravation du dommage, faculté est donnée au Commissaire de l'État de faire dresser un état des lieux, le sinistré dûment appelé.

ART. 47, 48 et 49. — Pas de changement.

ART. 49^{bis}. — Règle l'organisation de la procédure de référé suivant les principes exposés ci-dessus.

Il y a lieu de renvoyer à la juridiction de référé l'application des dispositions sur les avances provisionnelles, tant pour les dommages aux personnes que pour les dommages aux biens. La juridiction de référé ne serait compétente qu'en vue du remploi immédiat.

ART. 50. — Pas de changement.

ART. 51. — Notification du jugement au Commissaire de l'État, au sinistré et au Ministre des Affaires Économiques. Délai d'appel pour les ordonnances de référé fixé à quinze jours.

ART. 52. — Le droit d'appel appartient au sinistré et au Commissaire de l'État, il est accordé à ce dernier, même dans un cas d'homologation.

Les catégories de dommages ayant été supprimées, l'article 52 peut être simplifié. Le taux du dernier ressort est porté à cinq mille francs.

ART. 53. — Indique la procédure d'appel.

ART. 54. — Certains tribunaux interprètent l'article 54 actuel dans ce sens que l'on ne peut aller en appel d'un jugement accordant une allocation provisionnelle. Il faut mettre fin à cette interprétation.

ART. 55 à 57. — Simple modification pour l'adaptation au changement introduit dans la procédure.

ART. 57^{bis}. — Si les nécessités l'exigent, le Roi pourra modifier les dispositions relatives à la procédure à suivre devant les Cours et Tribunaux de dommages de guerre.

TITRE IV.

De la constatation et de l'évaluation.

Ce titre peut être entièrement abrogé. Il n'a plus de raison d'être depuis le vote des lois du 10 mai et du 10 juin 1919.

TITRE V.

Dispositions diverses.

ART. 61. — A maintenir.

ART. 62. — Le serment est prêté entre les mains du premier Président de la Cour d'appel au lieu du Ministre de la Justice. De plus, cet article soumet les membres des tribunaux ainsi que les Commissaires de l'État à la même discipline que les membres des Cours d'appel des tribunaux de première instance, leurs greffiers, greffiers-adjoints et les officiers du Ministère public.

ART. 63. — L'état dressé par les communes est transmis au Commissaire principal près du tribunal et non au Président du tribunal.

ART. 64 à 72. — Pas de changement.

ART. 73. — Il est ajouté : le sinistré qui succombe devant le juge référé supporte les frais de cette instance, pour éviter que l'on n'abuse de la juridiction de référé pour introduire de multiples demandes non fondées.

ART. 74 à 75. — Pas de changement.

ART. 76. — Simple adaptation. Obligation pour les communes de fournir des locaux pour les séances, pour les bureaux du greffe et du commissaire de l'État.

ART. 77. — La surveillance du remploi pourra être confiée concurremment avec les commissaires de l'État à des inspecteurs adjoints de dommages de guerre.

ART. 78. — Qualité d'officier de police judiciaire est donnée aux commissaires principaux et aux commissaires près les cours et tribunaux de dommages de guerre ainsi qu'aux inspecteurs et inspecteurs adjoints de dommages de guerre.

Comme officiers de police judiciaire, ils sont sous la surveillance du procureur général près la Cour d'appel.

Il y a lieu d'admettre des dispositions transitoires pour faire transférer immédiatement au commissaire principal près les tribunaux de dommages de guerre toutes les demandes d'indemnité.

Nous avons l'honneur de prier la Chambre des Représentants de vouloir bien accorder au présent projet le bénéfice de l'urgence.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre des Affaires Économiques.

HENRI JASPAR

Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de la Justice et des Affaires Economiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de la Justice et des Affaires Economiques présenteront en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE I.

Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, sur la constatation et l'évaluation des dommages de guerre :

ART. 1. — Il est procédé de la manière prescrite par la présente loi pour la constatation et l'évaluation des dommages résultant des faits de guerre dont la réparation est prévue par les lois du 10 mai 1919, du 10 juin 1919 et du 13 novembre 1919.

ART. 2^{bis}. — Les actions en réparation des dommages visés à l'article I du Titre I sont exclusivement de la compé-

Wetsontwerp houdende herziening van het wet-besluit van 23 October 1918 betreffende het vaststellen en ramen van de uit oorlogsfeiten voort-spruitende schade.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Justitie en van Staathuishoudkundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Justitie en van Staathuishoudkundige Zaken zullen uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamer, het wetsontwerp indienen, waarvan hierna de inhoud :

ARTIKEL I.

Aan het wet-besluit van 23 October 1918 op de vaststelling en raming van oorlogsschade, worden hierna volgende wijzigingen gebracht :

ART. 1. — Er wordt op de bij deze wet voorgeschreven wijze overgegaan tot de vaststelling en raming van uit oorlogsfeiten voortspruitende schade, waarvan het herstel voorzien is bij de wetten van 10 Mei 1919, 10 Juni 1919 en 13 November 1919.

ART. 2^{bis}. — De rechtsvorderingen tot herstel van de bij artikel I van Hoofdstuk I bedoelde schade vallen uit-

tence des tribunaux de dommages de guerre institués par la présente loi.

Le tribunal dans le ressort duquel les biens endommagés ou détruits sont ou étaient situés, est seul compétent pour connaître de la cause.

Lorsque des biens de même nature constituant un seul immeuble ou faisant partie d'une même entreprise industrielle, commerciale ou agricole et appartenant au même propriétaire sont situés dans plusieurs arrondissements, la demande est portée devant le tribunal de l'arrondissement dans le ressort duquel se sont produits les dommages donnant lieu à la réclamation la plus importante.

L'exception d'incompétence n'est plus reçue lorsqu'il est intervenu une décision même préparatoire sur le fond; jusqu'à ce moment elle peut être soulevée d'office.

En cas de litispendance ou de connexité la connaissance de la cause est retenue par le juge qui en a été saisi le premier.

En cas de conflit positif ou négatif de juridiction, la Cour de cassation règle de juge.

L'action en réparation des dommages causés à la Société nationale des chemins de fer vicinaux sera portée devant le tribunal des dommages de guerre de Bruxelles.

ART. 2^{ter}. — En ce qui concerne les dommages aux personnes, le tribunal compétent est celui de l'arrondissement où résidait la victime lorsque le fait dommageable s'est produit.

ART. 2^{quater}. — Sous l'autorité du

sluitend binnen de bevoegdheid van de bij deze wet ingestelde rechtbanken voor oorlogsschade.

De rechtbank in het rechtsgebied derwelke de beschadigde of vernielde goederen gelegen zijn of waren, is alleen bevoegd om van de zaak kennis te nemen.

Wanneer goederen van denzelfden aard, welke slechts één vast goed uitmaken of bij één en dezelfde nijverheids-, handels- of landbouwonderneming behooren en aan denzelfden eigenaar toebehooren, in verscheidene arrondissementen gelegen zijn, dan wordt, de eisch gebracht voor de rechtbank van het arrondissement in wier rechtsgebied de schade is gebeurd, welke aanleiding heeft gegeven tot den gewichtigsten eisch.

De uitspraak van onbevoegdheid wordt niet meer ontvangen wanneer er eene beslissing — of al ware zij maar eene voorbereidende — over den grond der zaak gevallen is; tot op dit oogenblik kan zij ambtshalve opgeworpen worden.

In geval van aanhangigheid en samenhang behoudt de rechter, die de eerste kennis heeft genomen van de zaak, de kennisneming ervan aan zich.

In geval van positief of negatief geschil van rechtsgebied regelt het Hof van verbreking het rechtsgebied.

De rechtsvordering tot herstel van de schade toegebracht aan de Nationale maatschappij van buurtspoorwegen zal worden gebracht voor de rechtbank voor oorlogsschade te Brussel.

ART. 2^{ter}. — Wat de schade aan personen betreft, is de rechtbank van het arrondissement waarin het slachtoffer verbleef, toen het schadelijk feit voorviel, de bevoegde rechtbank.

ART. 2^{quater}. — Onder het gezag van

Ministre des Affaires Economiques, les Commissaires principaux de l'Etat près les Cours et tribunaux de dommages de guerre :

exercent l'action en réparation des dommages visés à l'article 1^{er} du Titre I;

surveillent l'exécution des lois devant les Cours et tribunaux de dommages et l'exécution de leurs arrêts et jugements;

veillent au maintien de l'ordre, de la discipline, de la régularité du service dans ces Cours et tribunaux, lorsqu'ils ont des observations à faire à cet égard, les présidents sont tenus, sur leur demande, de convoquer une assemblée générale, à laquelle ils assistent par eux ou par un Commissaire de l'Etat qu'ils désignent.

Art. 4. — Les tribunaux de dommages de guerre peuvent siéger dans toutes les communes de leur ressort.

Le Commissaire de l'Etat peut requérir le transfert du tribunal dans une commune de son ressort et le tribunal est tenu de déférer à cette réquisition.

Art. 5. — Il y a, dans chaque tribunal des dommages de guerre, un président qui est spécialement chargé sur la réquisition du Commissaire principal de l'Etat de distribuer les affaires et d'assurer la bonne marche des travaux.

Art. 8. — Le président du tribunal des dommages de guerre et le vice-président sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats et avocats-avoués, inscrits à leurs tableaux respectifs depuis au moins dix ans, et les personnes ayant enseigné le droit dans une Université

den Minister van Staathuishoudkundige Zaken :

stellen de Hoofdstaatskommissarissen bij de Hoven en rechtbanken voor oorlogsschade de rechtsvordering in tot herstel van de bij artikel 1 van hoofdstuk I bedoelde schade;

houden zij toezicht over de uitvoering van de wetten voor de hoven en rechtbanken alsmede over de uitvoering van hunne arresten en vonnissen;

zorgen zij voor de handhaving van de orde en de tucht en voor de regelmatige werking van den dienst bij deze hoven en rechtbanken; hebben zij dienomtrent opmerkingen te maken, zoo zijn de voorzitters, op hun verzoek, gehouden eene algemeene vergadering te beleggen, waarop zij zelf of eene door hen aangewezen Staatskommissaris aanwezig zijn.

Art. 4. — De rechtbanken voor oorlogsschade kunnen in al de gemeenten van haar gebied zetelen.

De Staatskommissaris kan vorderen dat de rechtbank zich naar eene gemeente van haar gebied overplaatse en de rechtbank is gehouden op die vordering in te gaan.

Art. 5. — In elke rechtbank voor oorlogsschade is er een voorzitter die inzonderheid belast is, op vordering van den Hoofdstaatskommissaris, met de verdeeling der rechtszaken en met dezer degelijke afwikkeling.

Art. 8. — De voorzitter van de rechtbank voor oorlogsschade en de ondervoorzitter worden benoemd door den Koning voor een termijn van drie jaren onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advokaten of advokaten-pleitbezorgers, ingeschreven op hunne respectievelijke lijsten sedert minstens tien jaar, onder

pendant le même laps de temps. Les assesseurs effectifs et les assesseurs suppléants sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre des Affaires Economiques parmi les personnes spécialement compétentes. Leurs mandats peuvent être renouvelés.

ART. 10. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Vice-Président le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un vice-président, il peut être remplacé par un autre vice-président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, un avocat-avoué ou un professeur d'université réunissant les conditions exigées pour être nommé vice-président, désigné par le Ministre des Affaires Economiques.

ART. 11. — Il y a dans chaque tribunal des dommages de guerre, un greffier âgé de 25 ans accomplis dont les attributions sont déterminées par les articles 158, 159, 160, 162, 169 et 170 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Le greffier est nommé par le Roi pour un terme de trois ans et peut être révoqué par lui.

ART. 12. — Le greffier est assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints, âgés de 21 ans accomplis, dont le nombre est déterminé par le Roi suivant le besoin du service.

Les greffiers adjoints sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans et peuvent être révoqués par lui.

Les articles 206, 207 et 207^{bis} de la loi du 18 juin 1869 sont applicables aux tribunaux des dommages de guerre.

de personen die gedurende hetzelfde tijdsbestek de rechten in eene hoogeschool hebben gedoceerd. De werkelijke en de plaatsvervangende assessoren worden, voor een termijn van drie jaren gekozen door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken uit de bijzonder bevoegde personen. Hunne mandaten kunnen vernieuwd worden.

ART. 10. — Zoo de Voorzitter belet is, wordt hij door den oudsten Ondervoorzitter vervangen.

Is een ondervoorzitter belet, dan kan hij vervangen worden door eenen anderen onder voorzitter, aangeduid door den Voorzitter of door een door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken daartoe aangestelden werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advokaat, advokaat-pleitbezorger of hoogleeraar, die aan alle vereischte voorwaarden voldoet om tot ondervoorzitter te worden benoemd.

ART. 11. — Er is in iedere rechtbank voor oorlogsschade een griffier, ten volle 25 jaar oud, wiens bevoegdheid is omschreven bij artikelen 158, 159, 160, 162, 169 en 170 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

De griffier wordt door den Koning voor een termijn van drie jaar benoemd en kan door Hem worden afgezet.

ART. 12. — De griffier wordt bijgestaan door een of meer toegevoegde griffiers, ten volle 21 jaar oud, wier aantal door den Koning worden vastgesteld naar de behoeften van den dienst.

De toegevoegde griffiers worden benoemd door den Koning voor een termijn van drie jaar en kunnen door Hem worden afgezet.

Artikelen 206, 207 en 207^{bis} van de wet van 18 Juni 1869 zijn toepasselijk op de rechtbanken voor oorlogsschade.

ART. 13. — Il y a près du tribunal des dommages de guerre un commissaire principal et un ou plusieurs commissaires de l'État; leur nombre est déterminé par le Roi suivant les besoins du service.

Ils représentent l'État et font valoir les conclusions que commande l'intérêt général.

Le tribunal est tenu de statuer sur leurs réquisitions.

ART. 13^{bis}. — Les Commissaires de l'État sont nommés par le Roi pour un terme d'un an et peuvent être révoqués par lui.

En cas de vacance ou d'empêchement les fonctions de commissaire principal sont remplies par le plus ancien Commissaire de l'État.

ART. 19^{bis}. — Les cours de dommages de guerre peuvent siéger dans toutes les communes de leur ressort.

Le Commissaire de l'État peut requérir le transfert de la Cour dans une commune de son ressort et la Cour est tenue de déléguer à cette réquisition.

ART. 20. — Il y a dans chaque Cour des dommages de guerre un président qui est spécialement chargé sur la réquisition du Commissaire principal de l'État, de distribuer les affaires et d'assurer la bonne marche des travaux.

ART. 23. — Le Président de la Cour et les Présidents de Chambres sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats et avocats-avoués inscrits depuis au moins dix ans à leur tableau respectif, les personnes ayant enseigné le droit pendant le même laps de temps dans une université.

ART. 13. — Bij de rechtbank voor oorlogsschade zijn er een Hoofdkommissaris en een of meer Staatskommissarissen, hun aantal wordt bepaald door den Koning naar de behoeften van den dienst.

Zij vertegenwoordigen den Staat en doen de besluiten gelden welke het algemeen belang vergt.

De rechtbank is gehouden uitspraak te doen omtrent hunne vorderingen.

ART. 13^{bis}. — De Staatskommissarissen worden door den Koning benoemd voor een termijn van één jaar en kunnen door Hem worden afgezet.

Staat de betrekking van Hoofdkommissaris open of is deze belet, dan wordt zijn ambt door den oudsten Staatskommissaris waargenomen.

ART. 19^{bis}. — De Hoven voor oorlogsschade kunnen in al de gemeenten van hun gebied zetelen.

De Staatskommissaris kan vorderen dat het Hof zich naar eene gemeente uit zijn rechtsgebied overplaatse en het Hof dient op die vordering in te gaan.

ART. 20. — In elk Hof voor oorlogsschade is er een Voorzitter die inzonderheid belast is met de verdeling der zaken en met den degelijken gang der werkzaamheden.

ART. 23. — De Voorzitter van het Hof en de Kamervoorzitters worden benoemd door den Koning voor een termijn van drie jaar onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advokaten en advokaten-pleitbezorgers die sedert minstens tien jaar op hunne respectievelijke lijst zijn ingeschreven, onder de personen die de rechten hebben gedoceerd in eene hoogeschool, gedurende hetzelfde tijdsverloop.

Les assesseurs sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre des Affaires Economiques, parmi les personnes compétentes.

ART. 24. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Président de Chambre le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un Président de Chambre, il est remplacé par un autre Président de Chambre désigné par le Président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, ou un professeur d'université réunissant les conditions requises pour être nommé Président de Chambre, désigné par le Ministre des Affaires Economiques.

ART. 25. — Il y a dans chaque Cour des dommages de guerre un greffier âgé de 30 ans accomplis, dont les attributions sont déterminées par les articles 158, 159, 160, 169 et 170 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire.

Le greffier est nommé par le Roi pour un terme de trois ans et peut être révoqué par lui.

ART. 26. — Le greffier est assisté d'un ou de plusieurs greffiers-adjoints, âgés de 25 ans accomplis, dont le nombre est déterminé par le Roi, suivant les besoins du service.

Les greffiers-adjoints sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans et peuvent être révoqués par lui.

Les articles 206, 207 et 207^{bis} de la loi du 18 juin 1869 sont applicables aux tribunaux de dommages de guerre.

ART. 26^{bis}. — Il y a près de chaque Cour de dommages de guerre un com-

De assessoren worden verkozen voor een termijn van drie jaren, door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken, onder de bevoegde personen.

ART. 24. — In geval de Voorzitter belet is, wordt hij vervangen door den oudsten Kamervoorzitter.

In geval een kamervoorzitter verhinderd is, wordt hij door een anderen kamervoorzitter vervangen, aangeduid door den Voorzitter of door een door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken aangeduiden werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat, advocaat-pleitbezorger of hoogleeraar die aan de vereischten voldoet om tot kamervoorzitter benoemd te worden.

ART. 25. — In elk Hof voor oorlogsschade is er één griffier, die ten volle 30 jaar is, wier bevoegdheid bepaald is bij artikelen 158, 159, 160, 162 en 170 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

De griffier wordt door den Koning benoemd voor een termijn van drie jaar en kan door Hem worden afgezet.

ART. 26. — De griffier wordt bijgestaan door een of meer toegevoegde griffiers, ten volle 25 jaar oud, wier aantal door den Koning, naar de noodwendigheden van den dienst, wordt bepaald.

De toegevoegde griffiers worden door den Koning benoemd voor een termijn van drie jaar en kunnen door Hem worden afgezet.

Artikelen 206, 207 en 207^{bis} van de wet van 18 Juni 1869 zijn toepasselijk op de rechtbanken voor oorlogsschade.

ART. 26^{bis}. — Bij elk Hof voor oorlogsschade zijn er een hoofdkommis-

missaire principal et un ou plusieurs commissaires de l'État. Leur nombre est déterminé par le Roi suivant les besoins du service.

Ils représentent l'État et font valoir les conclusions que commande l'intérêt général.

ART. 26^{ter}. — Les Commissaires de l'État près la Cour de dommages de guerre sont nommés par le Roi pour un terme d'un an et peuvent être révoqués par lui. En cas de vacance ou d'empêchement, les fonctions de Commissaire principal sont remplies par le plus ancien Commissaire de l'État près la Cour.

ART. 27. — Les demandes de constatation et d'évaluation sont remises ou adressées sous pli recommandé au Commissaire principal près le tribunal des dommages de guerre, en double exemplaire, conformément aux dispositions suivantes. Il en tient registre et en délivre récépissé.

ART. 29. — Les demandes relatives aux dommages causés aux biens, contiennent l'indication précise et l'estimation séparée et détaillée de tous les biens endommagés ou détruits.

Les demandes relatives aux dommages causés aux biens contiennent l'indication précise du fait dommageable, du lieu, de l'époque et des circonstances dans lesquelles il s'est produit, ainsi que du préjudice qui en est résulté pour le réclamant, eu égard à sa situation.

Chaque demande est accompagnée de toutes les pièces justificatives.

S'il y a lieu, elle mentionne l'indemnité que l'intéressé a reçue, soit de l'État, soit de tiers, ainsi que la cause du versement de cette indemnité.

saris en één of meer Staatskommissarissen. Hun aantal wordt bepaald naar de noodwendigheden van den dienst door den Koning.

Zij vertegenwoordigen den Staat en doen de besluiten gelden welke het algemeen belang vergt.

ART. 26^{ter}. — De Staatskommissarissen bij het Hof voor oorlogsschade worden benoemd door den Koning voor een termijn van één jaar en kunnen door hem worden afgezet. Staat de betrekking van Hoofdkommissaris open of is deze ambtenaar belet, dan wordt zijn ambt waargenomen door den oudsten Staatskommissaris bij het Hof.

ART. 27. — De aanvragen tot vaststelling en raming worden afgeleverd of onder aangeteekenden omslag verzonden aan den Hoofdkommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade, in dubbel exemplaar, overeenkomstig hiernavolgende beschikkingen. Deze houdt er aantekening van en levert daarvoor een ontvangstbewijs.

ART. 29. — In de aanvragen betreffende schade aan goederen, staan de nauwkeurige opgaaf en de afzonderlijke omstandige raming van alle beschadigde of vernielde goederen.

De aanvragen betreffende schade aan personen behelzen de nauwkeurige opgaaf van het schadelijk feit, van de plaats, van het tijdstip en van de omstandigheden waar of waarin het zich heeft voorgedaan, alsmede van het nadeel welk daaruit voor den aanlegger, ten aanzien van zijnen toestand, is voortgesproten.

Bij elke aanvraag worden al de bewijsstukken gevoegd.

Desgevorderd, vermeldt zij de vergoeding welke de belanghebbende reeds, hetzij van den Staat, hetzij van derde personen, zou ontvangen hebben, alsmede de reden van de uitbetaling dier vergoeding.

Dans le cas contraire, elle contient l'affirmation que les intéressés n'ont reçu aucune indemnité ou ne sont en droit d'introduire aucune demande de réparation.

ART. 36. — Le Commissaire de l'État convoque le sinistré devant le tribunal, par lettre recommandée à la poste, au moins cinq jours francs avant l'audience. La lettre indique les lieu, jour et heure de la comparution. Le tribunal s'efforce de concilier les parties. Si celles-ci concluent un accord, le tribunal est appelé à statuer sur son homologation.

En cas de non conciliation, le tribunal rend un jugement fixant le montant de l'indemnité allouée au sinistré. S'il ne possède pas les données qui permettent de fixer immédiatement le montant de cette indemnité, il accorde au sinistré une allocation provisionnelle.

ART. 37. — Pourra également le sinistré saisir le tribunal des dommages de guerre par voie de citation d'huissier donnés directement au Commissaire de l'État.

ART. 37^{bis}. — Le Commissaire de l'État est autorisé à transiger avec le sinistré sans homologation du tribunal quand la demande ne dépasse pas 10,000 francs. La transaction est toutefois soumise à l'approbation du Ministre des Affaires Économiques.

ART. 39. — Tout moyen de preuve, même par simple présomption, est admis pour établir la réalité et l'importance des dommages. Les parents et domestiques peuvent être entendus comme témoins.

Le tribunal peut entendre toutes personnes ayant une compétence spéciale

In tegenovergesteld geval, vervat zij de bevestiging dat de belanghebbenden geen vergoeding hebben ontvangen of geen recht hebben om 't even welken eisch tot herstel in te stellen.

ART. 36. — De Staatskommissaris roept den geteisterde vóór de rechtbank, bij eenen ter poste aangeteekenden brief, minstens vijf volle dagen vóór het verhoor. De brief vermeldt plaats, dag en uur van de verschijning. De rechtbank tracht de partijen te bevredigen. Komen deze tot eene overeenkomst, dan heeft de rechtbank uitspraak te doen over dezer bekrachtiging.

Worden de partijen het niet eens, dan velt de rechtbank een vonnis, waarbij het bedrag van de aan den geteisterde toegewezen vergoeding wordt bepaald. Zoo zij de gegevens niet bezit om onmiddellijk dit bedrag te bepalen, verleent zij aan den geteisterde eene tegemoetkoming bij voorraad.

ART. 37. — De geteisterde kan insgelijks een geding vóór de rechtbank brengen bij dagvaarding door deurwaarder, rechtstreeks aan den Staatskommissaris gegeven.

ART. 37^{bis}. — De Staatskommissaris is gemachtigd om, zonder bekrachtiging door de rechtbank, met den geteisterde tot een vergelijk te komen, wanneer de eisch geene 10,000 frank overtreft. De overeenkomst wordt evenwel den Minister van Staathuishoudkundige Zaken ter goedkeuring voorgelegd.

ART. 39. — Alle bewijsmiddel, zelfs bij bloot vermoeden, komt in aanmerking tot staving van de wezenlijkheid en gewichtigheid der schade. De bloedverwanten en dienstboden mogen als getuigen worden gehoord.

De rechtbank mag alle personen afhooren, die eene bijzondere bevoegdheid

pour l'évaluation des dommages et ordonner toutes expertises et mesures d'instruction qui lui sembleraient utiles. Il peut se transporter sur les lieux et déléguer à cet effet un ou plusieurs de ses membres.

Le Président ou le Vice-Président ainsi désigné peut, sur les réquisitions du Commissaire de l'État, statuer, suivant la procédure indiquée à l'article 49^{bis}, sur toute demande d'allocation provisionnelle, introduite en vertu de l'article 9 de la loi du 10 juin 1919 ou du chapitre III de la loi du 10 mai 1919, pourvu, dans ces cas, que la demande soit introduite en vue de emploi immédiat.

ART. 39^{bis}. — Le Roi peut, en égard aux nécessités du service, créer, auprès des tribunaux de dommages de guerre, des Commissions d'arbitres.

Un arrêté royal règle l'organisation de ces Commissions.

ART. 39^{ter}. — Les Commissions d'arbitres s'efforcent de concilier les parties, constatent, s'il y a lieu, leurs accords.

En cas de conciliation, l'accord est soumis d'urgence à l'approbation du Commissaire de l'État et, s'il y a lieu, à l'homologation au tribunal.

En cas de non conciliation, la Commission constate la réalité et l'importance du dommage et transmet ses conclusions au Commissaire de l'État.

ART. 39^{quater}. — Les évaluations des Commissions arbitrales sont rendues publiques par la voie de l'affichage à la porte du tribunal des dommages de guerre et de la Maison communale de

hebben en alle deskundige onderzoekingen en andere onderzoeksmaatregelen bevelen welke zij oorbaar acht. Zij mag zich ter plaatse begeven of daartoe één of meer harer leden aanstellen.

De alzoo aangestelde Voorzitter of Ondervoorzitter kan, op vordering van den Staatskommissaris en naar de bij artikel 49^{bis} aangedaide rechtspleging, uitspraak doen over allen, krachtens artikel 9 van de wet van 10 Juni 1919 of hoofdstuk III van de wet van 10 Mei 1919, ter verkrijging van eene tegemoetkoming bij voorraad ingestelden eisch, mits, in dit geval, de eisch, met het oog op eene onmiddellijke wederbelegging, ingesteld zij.

ART. 39^{bis}. — De Koning kan, gelet op de noodwendigheden van den dienst, Kommissiën van scheidsrechters bij de rechtbanken voor oorlogsschade instellen.

Een koninklijk besluit houdt regeling van de inrichting dezer Kommissiën.

ART. 39^{ter}. — De Kommissiën van scheidsrechters trachten de partijen te bevredigen, en stellen, desgevorderd, hunne overeenkomsten vast.

Zijn de partijen het eens geworden, dan wordt de overeenkomst aan de goedkeuring van den Staatskommissaris en, desgevorderd, aan de bekrachtiging der rechtbank onderworpen.

Maar worden zij het niet eens, dan stelt de Kommissie die de werkelijkheid en gewichtigheid der schade vast en maakt hare besluiten aan den Staatskommissaris over.

ART. 39^{quater}. — De ramingen der scheidsrechterlijke kommissiën worden openbaar bekend gemaakt, bij middel van berichten aangeplakt aan de deur van de rechtbank voor oorlogsschade

la localité où les biens détruits sont situés.

ART. 45^{bis}. — Le tribunal peut décerner une Commission rogatoire à un autre tribunal pour les constatations et les évaluations des biens situés en dehors de son arrondissement.

ART. 46. — Dans les cas urgents, le tribunal peut ordonner telles mesures qu'il juge nécessaires pour empêcher que l'état des lieux ne soit modifié et que les choses donnant lieu à une réclamation ne soient enlevées, déplacées ou détériorées.

Si le sinistré ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher l'aggravation des dommages, le Commissaire de l'État peut, le sinistré dûment appelé, faire dresser un état des lieux qui servira de base à l'appréciation des indemnités dues à l'intéressé.

ART. 49^{bis}. — Le président du tribunal et le Vice-Président qu'il délègue à cette fin statuent par voie de référé sur tous les cas dont il reconnaît l'urgence et qui rentrent dans la compétence des tribunaux de dommages de guerre par application de la présente loi.

Rentrent notamment dans sa compétence, l'application des dispositions prévues par le chapitre VII de la loi du 10 mai 1919 pour autant que les indemnités soient demandées en vue du remploi immédiat, et l'article 9 de la loi du 10 juin 1919.

Le juge des référés est saisi soit par le Commissaire de l'État, soit par le

en van het gemeentehuis van het dorp waar de vernielde goederen gelegen zijn.

ART. 45^{bis}. — De rechtbank kan aan eene andere rechtbank een opdracht tot onderzoek geven, voor de vaststelling en raming van buiten haar arrondissement gelegen goederen.

ART. 46. — In dringende gevallen, mag de rechtbank alle maatregelen treffen welke zij noodig acht om te beletten dat aan den bestaanden toestand der plaats verandering worde gebracht en de zaken, welke gronden tot eenen eisch geven, weggenomen, verplaatst of beschadigd worden.

Bijaldien de geteisterde de noodige maatregelen niet treft om toename van schade te verhinderen, kan de Staatskommissaris, naden geteisterde behoorlijk te hebben opgeroepen, eenen staat van bevinding doen opmaken, welke tot grondslag zal dienen voor het schatten van de aan den geteisterde verschuldigde vergoedingen.

ART. 49^{bis}. — De voorzitter van de rechtbank en de Ondervoorzitter welken hij te dien einde machtigt, doen bij wege van kortgeding uitspraak over al de gevallen waarvan hij de dringendheid erkent en welke, bij toepassing van deze wet, binnen de bevoegdheid vallen van de rechtbanken voor oorlogsschade.

Vallen ondermeer binnen zijne bevoegdheid: de toepassing der beschikkingen voorzien bij hoofdstuk VII van de wet van 10 Mei 1919, voor zoover de vergoedingen voor onmiddellijke wederbelegging worden aangevraagd, en bij artikel 9 van de wet van 10 Juni 1919.

De zaak wordt voor den rechter in kortgeding gebracht hetzij door den

sinistré ainsi qu'il est dit à l'article 37 de la présente loi.

Les ordonnances du juge des référés ne feront aucun préjudice au principal; elles ne sont pas susceptibles d'opposition.

Les articles 4, 14 à 18, 37 à 50 de la présente loi leur sont applicables.

ART. 49^{ter}. — Dans les communes adoptées par la Nation, le juge des référés pourra, le sinistré dûment appelé par lettre du greffier, accorder d'office pour la reconstruction des immeubles entièrement détruits, une allocation provisionnelle égale à vingt fois le revenu cadastral de la propriété bâtie.

L'ordonnance ne sera exécutée que si le sinistré s'engage à commencer, dans un délai de trois mois, la reconstruction de son immeuble.

Cette ordonnance n'est pas susceptible d'appel.

ART. 51. — Le greffier délivre dans les quarante-huit heures, au Commissaire de l'État, un extrait de tout jugement.

Il notifie dans les quarante-huit heures au sinistré, par lettre recommandée à la poste, avec avis de réception, le jugement du tribunal. L'acte de notification reproduit l'article 53 ci-après.

Notification est également donnée dans les trois jours au Ministre des Affaires Économiques.

ART. 52. — Le droit d'appel appartient au sinistré et au Commissaire de l'État, même dans un cas d'homologation.

Staatskommissaris, hetzij door den geteisterde, zooals gezegd wordt bij artikel 37 van deze wet.

De bevelschriften van den rechter in kortgeding zullen hoegenaamd de hoofdzaak niet benadeelen, zij zijn niet vatbaar voor verzet.

Artikelen 4, 14 tot 18, 37 tot 50 van deze wet zijn toepasselijk op hen.

ART. 49^{ter}. — In de door de Natie aangenomen gemeenten, zal de rechter in kortgeding, na den geteisterde bij brief van den griffier behoorlijk te hebben opgeroepen, ambtshalve voor het heropbouwen van volslagen vernielde vaste goederen eene tegemoetkoming bij voorraad kunnen verleenen ten bedrage van twintig maal het kadastraal inkomen van het bebouwd eigendom.

Het bevelschrift zal niet ten uitvoer worden gelegd dan indien de geteisterde zich verbindt binnen een termijn van drie maand met de heropbouw van zijn vast goed aan te vangen.

Dit bevelschrift is niet vatbaar voor hooger beroep.

ART. 51. — De griffier levert binnen acht-en-veertig uur een uittreksel van alle vonnis af aan den Staatskommissaris.

Hij beteekent het vonnis van de rechtbank binnen acht-en-veertig uur, aan den geteisterde, bij eenen ter poste aangeteekenden brief, met ontvangstbericht. Op de akte van beteekening staat hiernavolgend artikel 53 vermeld.

Beteekening wordt insgelijks, binnen drie dagen aan den Minister van Staathuishoudkundige Zaken gegeven.

ART. 52. — Het recht op hooger beroep behoort aan den geteisterde en aan den Staatskommissaris, zelfs in een geval van rechterlijke bekrachtiging.

En ce qui concerne les dommages aux personnes, l'appel est toujours recevable.

En ce qui concerne les dommages aux biens, le taux du dernier ressort est déterminé par le montant de la demande.

Le sinistré et le Commissaire de l'État peuvent dans leur déclaration, limiter l'appel à une partie des biens endommagés ou détruits.

L'appel n'est recevable que si l'ensemble des dommages soumis à l'appréciation de la Cour dépasse 5,000 francs.

A défaut de limitation expresse, l'appel remet en question la demande tout entière.

Le délai expiré, la partie non appelante ne pourra former d'appel incident.

ART. 53. — L'appel est formé par la déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement.

A peine de nullité, la déclaration est motivée dans le délai d'un mois prenant cours à la date du prononcé du jugement. Le délai d'appel des ordonnances de référé est réduit à quinze jours.

Le dossier est transmis sans délai par le greffier au Commissaire principal près la Cour des dommages de guerre, lequel fait citer le sinistré devant la Cour par lettre recommandée à la poste.

Cette lettre recommandée à la poste est envoyée quinze jours au moins avant l'audience.

Elle indique les lieu, jours et heure de comparution, ainsi que l'objet de l'appel.

Voor schade aan personen, is het beroep steeds ontvankelijk.

Voor schade aan goederen, wordt het beloop van den laatsten aanleg bepaald door het bedrag van den eisch.

De geteisterde en de Staatskommissaris kunnen in hunne verklaring het beroep tot een deel der beschadigde of vernielde goederen beperken.

Het beroep is slechts dan ontvankelijk wanneer de ter beoordeeling van het Hof onderworpen, gezamenlijke schade meer dan 5,000 frank bedraagt.

Bij gemis aan duidelijke beperking, brengt het beroep den algeheelen eisch terug te berde.

Eens de termijn verstreken, zal de niet beroepende partij geen tusschen opkomend hooger beroep kunnen instellen.

ART. 53. — Het hooger beroep wordt ingesteld bij middel van de verklaring neergelegd ter griffie van de rechtbank die het vonnis heeft gevelde.

Op straf van nietigheid, wordt de verklaring met redenen omkleed en gedaan binnen de maand na den datum waarop het vonnis werd uitgesproken. De termijn voor hooger beroep tegen de bevelschriften op kortgeding is tot op vijftien dagen bebracht.

De bundel wordt onverwijld overgemaakt door den greffier aan den hoofdkommissaris bij het Hof voor oorlogsschade, die den geteisterde ten Hove daagt bij eenen ter poste aangeeekenden brief.

Deze ter poste aangeteekende brief wordt minstens vijftien dagen voor het verhoor verzonden.

Hij vermeldt plaats, dag en uur van de verschijning alsmede de zaak waarover het beroep gaat.

ART. 54. — Il n'y aura appel de tout jugement rendu en cours d'instance qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de celui-ci.

Les jugements accordant des allocations provisionnelles sont susceptibles d'appel en tout état de cause.

ART. 56. — Le greffier notifie au sinistré, au Commissaire de l'Etat et au Ministre des Affaires Economiques, par lettre recommandée à la poste, avec avis de réception, l'arrêt rendu par la Cour.

ART. 57. — Les arrêts rendus par les Cours de dommages de guerre ne sont pas susceptibles d'opposition.

Ils peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour de Cassation pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi, conformément au titre II du livre IV du Code de procédure civile, aux art. 80 et 88 de la loi du 27 Ventose, an VIII.

ART. 57^{bis}. — Le Roi pourra, si les nécessités l'exigent, modifier les dispositions du présent titre sur la procédure à suivre devant les Cours et Tribunaux de dommages de guerre.

ART. 62. — Avant d'entrer en fonctions, les membres des Tribunaux et Cours de dommages de guerre prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1854. Ils jurent, en outre, de faire part aux membres de la Chambre à laquelle ils sont attachés, de toutes les démarches dont ils seraient l'objet à l'occasion des affaires sur lesquelles la Chambre aura à statuer.

Le Président de la Cour et le Prési-

ART. 54. — Beroep tegen alle uitspraak gedaan in den loop van het geding zal slechts na de einduitspraak en gezamenlijk met het beroep tegen dezelve geschieden.

Alle uitspraak, waarbij tegemoetkomingen bij voorraad worden toegestaan, is, in allen stand van zaken vatbaar voor hooger beroep.

ART. 56. — De griffier beteekent de door het Hof gedane uitspraak aan den geteisterde, aan den Staatscommissaris, bij eenen ter poste aangeetkenden brief, met ontvangstbericht.

ART. 57. — Geen verzet is ontvankelijk tegen de besluiten van de hoven voor oorlogsschade

Tegen dezen mag verhaal genomen worden bij het Hof van Verbreking wegens onbevoegdheid, machtsmisbruik of wetschending, overeenkomstig hoofdstuk II, van boek IV, van het Wetboek op de burgerlijke rechtspleging en artikelen 80 en 88 van de wet van 24 Ventose jaar VIII.

ART. 57^{bis}. — Zoo de noodwendigheden het eischen, zal de Koning de bepalingen van dit hoofdstuk betreffende de voor de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade te volgen rechtspleging kunnen wijzigen.

ART. 62. — Alvorens in bediening te treden, leggen de leden van de Rechtbanken en Hoven voor oorlogsschade den eed af, voorgeschreven bij het dekreet van 20 Juli 1854. Zij zweren bovendien aan de leden van de Kamer, waaraan zij verbonden zijn, alle stappen te zullen mededeelen welke bij hen zouden worden aangewend ter gelegenheid van de zaken waarover de Kamer zal uitspraak te hebben te doen.

De Voorzitter van het Hof en de

dent du Tribunal prêtent ce serment entre les mains du premier Président de la Cour d'appel, en personne ou par écrit.

Les Présidents des Chambres, les Vice-Présidents, assesseurs, greffiers et greffiers-adjoints le prêtent entre les mains du Président de la Cour ou du Tribunal.

Les présidents, vice-présidents et assesseurs effectifs ou suppléants des Cours et tribunaux de dommages de guerre, les greffiers et greffiers-adjoints, les Commissaires principaux et les Commissaires de l'Etat sont soumis à la même discipline que les membres des Cours d'appel et des tribunaux de première instance, leurs greffiers et greffiers-adjoints et les officiers du Ministère public.

Lorsque la Cour d'appel exerce ses attributions disciplinaires à l'égard des membres des Cours et tribunaux de dommages de guerre, elle statue en audience solennelle conformément à l'article 83 de la loi du 18 juin 1869. En cas de négligence ou de manquement grave aux règles de la discipline, le Roi peut les révoquer sur l'avis conforme de la Cour d'appel du ressort, statuant comme il vient d'être dit, le Procureur général entendu.

ART. 63. — Les représentants légaux des incapables peuvent, sans aucune autorisation, exercer au nom de ceux-ci les actions résultant du présent arrêté-loi. La femme mariée peut les exercer sans l'assistance de son mari.

Le Collège des bourgmestres et échevins dresse à l'expiration du délai mentionné à l'alinéa 1^{er} de l'article 32

Voorzitter van de Rechtbank leggen, in eigen persoon of schriftelijk, dezen eed af vóór den eersten Voorzitter van het Hof van beroep.

Voorzitters van de Kamers, onder-voorzitters, assessoren, greffiers en toegevoegde griffiers leggen dezen af vóór den Voorzitter van het Hof of van de Rechtbank.

Voorzitters, ondervoorzitters en werkelijke of plaatsvervangende assessoren van de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, griffiers en toegevoegde griffiers, Hoofdstaatskommissarissen en Staatskommissarissen zijn aan dezelfde tucht onderworpen als de leden van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, hunne griffiers en toegevoegde griffiers en de ambtenaren van het openbaar ministerie.

Wanneer het Hof van beroep zijne tuchtsbevoegdheid uitoefent ten opzichte van de leden der Hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, doet zij uitspraak in plechtige audiëntie overeenkomstig artikel 83 van de wet van 18 Juni 1869. In geval van nalatigheid of zwaar verzuim ten aanzien van de tuchtverordeningen, kan de Koning ze afstellen op eensluidend advies van het Hof van beroep van het gebied, uitspraak doende zooals hierhoven is gezegd, en na den Prokureur generaal te hebben gehoord.

ART. 63. — De wettelijke vertegenwoordigers der onbevoegden kunnen, zonder enkele machtiging, in dezer naam de rechtsvorderingen instellen, voortspuitende uit onderhavig wetbesluit. De gehuwde vrouw mag ze uitoefenen zonder den bijstand van haren man.

Het College van burgemeester en schepenen maakt, bij het verstrijken van den tijd, vermeld bij alinea 1 van

l'état des dommages au sujet desquels aucune demande n'a été déposée. Cet état, contenant, si possible, l'indication de la raison pour laquelle les demandes n'ont pas été présentées, est transmis au commissaire principal près le tribunal des dommages de guerre qui, sous réserve du droit des intéressés, fait procéder d'office à la constatation et à l'évaluation des dommages.

ART. 73. — Les frais de la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre, ainsi que ceux résultant du fonctionnement des juridictions instituées par le présent arrêté-loi, sont à la charge de l'État. Néanmoins, les cours et tribunaux de dommages de guerre peuvent mettre à la charge des parties les frais qui auraient été frustatoirement faits par elles ou à leur requête. Les frais sont liquidés par le jugement. Le sinistré qui succombe devant le juge des référés supporte les frais de cette instance,

ART. 76. — Les communes où siègent les cours et tribunaux de dommages de guerre fournissent les locaux nécessaires pour la tenue des séances et le service du greffe et des commissaires de l'État auprès des dites juridictions.

ART. 77. — Le Roi peut confier, concurremment avec les commissaires de l'État, la surveillance du emploi prévue par les articles 15 et suivants de la loi du 10 mai 1919 à des inspecteurs ou inspecteurs-adjoints des dommages de guerre.

ART. 78. — Les commissaires principaux et commissaires de l'État près

artikel 32, den staat der schade op, waarvoor er geen aanvraag werd ingediend. Deze staat behelst, zoo mogelijk, opgave van de reden waarom de aanvragen niet werden ingediend, en wordt overgemaakt aan den Hoofdkommissaris bij de Rechtbank voor oorlogsschade die, onder voorbehoud van het recht der belanghebbenden, van ambtswege tot de vaststelling en de raming van de schade doet overgaan.

ART. 73. — De onkosten van de rechtspleging voor vaststelling en raming der oorlogsschade, alsmede degene voortvloeiende uit de werking der bij onderhavig wet-besluit in 't leven geroepen rechtsinstellingen, vallen ten laste van het Rijk. Evenwel kunnen de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade, ten laste van de partijen, de onkosten leggen welke nutteloos worden gedaan door haar of op haar aanzoek. De onkosten worden vereffend bij de rechterlijke uitspraak. De geëiste, die door den rechter in kortgeding in 't ongelijk wordt gesteld, draagt de kosten van dit rechtsgeding.

ART. 76. — De gemeenten waar de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade zetelen, verstrekken de voor het houden der zittingen en voor den dienst van de griffie en van de Staatskommissarissen bij bedoelde rechtsinstellingen noodige lokalen.

ART. 77. — De Koning kan, te zamen met de Staatskommissaris, het bij artikel 15 en volgende artikelen van de wet van 10 Mei 1919 voorziene toezicht over de wederbelegging opdragen aan Opzieners en toegevoegde Opzichters voor oorlogsschade.

ART. 78. — De Hoofdstaatskommissarissen en Staatskommissarissen bij

les cours et tribunaux de dommages de guerre, les inspecteurs et les inspecteurs-adjoints de dommages de guerre, sont officiers de police judiciaire; en cette qualité, ils sont chargés de rechercher dans le ressort qu'il leur est assigné, les délits prévus par l'article 66 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Ils dressent des procès-verbaux à l'effet de constater la nature, les circonstances, le temps, le lieu des délits, ainsi que les preuves qu'ils auraient pu recueillir.

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire

ART. 79. — Les bourgmestres et les présidents des tribunaux des dommages de guerre transmettront au commissaire principal près le tribunal de dommages de guerre, dans le délai d'un mois, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, les demandes dont ils seraient détenteurs en vertu de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Les mandats des commissaires de l'Etat près des cours et tribunaux des dommages de guerre, nommés par application de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, expireront un an après la promulgation de la présente loi.

ARTICLE II.

La section première du titre II de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, comprenant les articles 2^{bis}, 2^{ter} et 2^{quater}, prend le titre : De la compétence.

Les sections A et B, du même titre, deviennent les sections II et III.

ARTICLE III.

Sont abrogés :

Les articles 2, 32 à 35 et le titre IV

de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, de Opzieners en toegevoegde Opzieners voor oorlogsschade zijn ambtenaren van gerechtelijke politie; in deze hoedanigheid zijn zij belast met het opzoeken in hun aangewezen gebied naar de bij artikel 66 van het wet-besluit van 23 October 1918 voorziene misdrijven.

Zij maken processen-verbaal op ten einde aard, omstandigheden, tijd en plaats van de misdrijven alsmede de door hen ingewonnen bewijzen vast te stellen.

Deze processen-verbaal zijn geldig voor zoover het tegenoverstelde niet bewezen is.

ART. 79. — De burgemeesters en de voorzitters van de rechtbanken voor oorlogsschade zullen binnen één maand, met ingang van het van kracht worden van deze wet, aan den hoofdkommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade de aanvragen overmaken, waarvan zij in bezit zouden zijn krachtens het wet-besluit van 23 October 1918.

De mandaten, van de bij toepassing van het wet-besluit van 23 October 1918 bij de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade benoemde Staatskommissarissen, verstrijken één jaar na de afkondiging van deze wet.

ARTIKEL II.

Afdeeling één van hoofdstuk II van het wet-besluit van 23 October 1918, behelzende artikelen 2^{bis}, en 2^{ter}, en 2^{quater} neemt als titel : De bevoegdheid.

Afdeelingen A en B van hetzelfde hoofdstuk worden afdeelingen II en III.

ARTIKEL III.

Worden ingetrokken :

Artikelen 2, 32 tot 35 en hoofdstuk IV

de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 sur la constatation et l'évaluation des dommages de guerre.

L'article 2 de la loi du 24 février 1919 relative à des avances par l'Etat pour les dommages causés aux biens par les faits de la guerre.

ARTICLE IV.

Il est ajouté à la loi du 10 mai 1919 un article 19^{bis} ainsi conçu :

ART. 19^{bis}. — Le Roi peut, sur l'avis du Conseil supérieur des dommages de guerre, fixer, par catégories de biens, des coefficients d'après lesquels les juridictions de dommages de guerre sont tenues de déterminer le montant des indemnités de remplai,

ARTICLE V.

L'article 27 de la loi du 10 mai 1919 est complété comme suit :

En cas de refus du sinistré, l'offre sera tenue pour acceptée si le tribunal juge que le refus n'est pas justifié.

ARTICLE VI.

Le délai d'un mois prévu par l'article 49 de la loi du 10 mai 1919 est porté à deux mois.

ARTICLE VII.

L'article 52 de la loi du 10 mai 1919 est modifié comme suit :

Les tribunaux de dommages de guerre fixent les époques à partir desquelles les jugements sont exécutoires en ce qui

van het wet-besluit van 23 October 1918 op de vaststelling en raming van de oorlogsschade.

Artikel 2 van de wet van 24 Februari 1919 betreffende voorschotten door den Staat voor door oorlogsfeiten aan goederen veroorzaakte schade.

ARTIKEL IV.

Bij de wet van 10 Mei 1919 wordt, een artikel 19^{bis} gevoegd, luidende als volgt :

ART. 19^{bis}. — De Koning kan, op advies van den Hoogerem Raad voor oorlogsschade, coefficienten per categorieën goederen vaststellen, waarnaar de rechtsinstellingen voor oorlogsschade gehouden zijn het bedrag der vergoedingen voor wederbelegging te bepalen.

ARTIKEL V.

Artikel 27 van de wet van 10 Mei 1919 wordt aangevuld als volgt :

Bijaldien de geteisterde weigert, -zal het aanbod worden aanzien als zijnde aanvaard zoo de rechtbank oordeelt dat de weigering niet gebillijkt is.

ARTIKEL VI.

De bij artikel 49 van de wet van 10 Mei 1919 voorziene termijn van één maand wordt gebracht op twee maand.

ARTIKEL VII.

Artikel 52 van de wet van 10 Mei 1919 wordt gewijzigd als volgt :

De rechtbanken voor oorlogsschade bepalen de tijdstippen te beginnen waarvan de vonnissen uitvoerbaar zijn

concerne les indemnités définitives ou provisionnelles accordées à charge de remplacement, conformément à l'article 15 ci-dessus.	wat betreft de ten laste van wederbelegging, overeenkomstig artikel 15 van hierboven, voorgoed of bij voorraad toegestane vergoedingen.
---	---

ARTICLE VIII.

Un arrêté royal fixera la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Donné à Laeken, le 16 février 1920.

ARTIKEL VIII.

Bij een koninklijk besluit zal de datum van het van kracht worden dezer wet worden bepaald.

Gegeven te Laken, den 16ⁿ Februari 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

<i>Le Ministre des Affaires Économiques,</i>	<i>De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,</i>
--	---

HENRI JASPAR.

(1)

(N° 103)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 FEBRUARI 1920.

Ontwerp tot herziening van het wet-besluit van 23 October 1918
op de vaststelling en raming van de uit oorlogsfeiten voortspruitende schade.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wet-besluit van 23 October 1918 is van kracht geworden vóór de aanneming door het Parlement van de wetten van 10 Mei en van 10 Juni 1919 op het herstel van oorlogsschade. Toen het werd uitgewerkt kende men nog niet den omvang noch de gewichtigheid van de schade, welke de oorlog in ons land had teweeggebracht.

Toen de Regeering bij het Parlement de ontwerpen indiende welke de wetten van 10 Mei en 10 Juni 1919 werden, dacht zij dat het verkieslijk was met de vanaf den wapenstilstand aangevangen ervaring voort te gaan met het wet-besluit van 23 October 1918 in toepassing te brengen; zij was ten andere daartoe genoopt daar het wet-besluit van 23 October 1918 vanaf de bevrijding van het grondgebied in toepassing werd gebracht. Leden van de rechtbanken voor oorlogsschade en Staatskommissarissen werden toen reeds aangesteld en formuliers in al de gemeenten van het land uitgedeeld.

Eene herziening van de rechtspleging ware toen hinderlijk geweest en men behoefde slechts om dringende noodwendigheden daartoe te besluiten.

Meer dan een jaar is er sindsdien verlopen. De rechtbanken zijn door heel het rijk in werking. Naast de ter uitvoering van

H

het wet-besluit van 23 October 1918 tot stand gebrachte rechtsinstellingen bestaan er bestuurlijke inrichtingen om het verstrekken van voorschotten, overeenkomstig de wet van 24 Februari 1919 te vergemakkelijken. Luidens de op mijn Departement ingekomen statistieken was er op 7 Februari reeds verleend :

Fr. 15,577,722.75 aan voorschotten van minder dan tien duizend frank, bewilligd krachtens artikelen 6 tot 10 van het koninklijk besluit van 9 April 1919;

Fr. 182,378,662.00 aan voorschotten op requisitiebons, verstrekt krachtens artikelen 3 tot 5 van hetzelfde koninklijk besluit;

Fr. 1,861,313.58 ter zake van overeenkomsten van minder dan twee duizend frank, gesloten met de geteisterden in toepassing van artikel 2 van de wet van 2 Februari 1919;

Fr. 6,060,875.00 verleend bij wijze van voorschotten door bemiddeling van de samenwerkende vennootschappen van geteisterden, op grond van het koninklijk besluit van 12 Juli 1919;

Fr. 290,138,466.27 aan vergoedingen toegestaan bij uitspraak van de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade.

De bewilligde sommen belopen dus te zamen fr 496,047,089 60.

Vijf duizend acht honderd negen-en-twintig vonnissen en arresten werden vooralsnog geveld, door gezamenlijk zes-en-twintig rechtbanken en drie hoven van beroep, de rechtbanken bestaande gezamenlijk uit negentig kamers en de hoven van beroep uit negen kamers. Honderd zes-en-negentig Staatskommissarissen verleenen hierbij hunne medewerking.

Welken ijver ook de magistraten van de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade bij het uitvoeren van hunne taak aan den dag leggen, blijkt het onbetwistbaar dat de huidige inrichting hervormingen dient te ondergaan tot een spoedig herstel van de schade, welke de oorlog als nasleep heeft gehad.

De geteisterden zouden gemakkelijker hunne rechten moeten kunnen doen gelden, de organismen, welke de schade vaststellen en ramen zouden moeten vermenigvuldigd en het aantal personen, die hunne medewerking aan deze rechtsinstellingen verleenen, opgevoerd worden.

Uit de ervaring is het gebleken dat een hervorming noodzakelijk is om drie hoofdoorzaken :

1^o De in de inrichting der Staatskommissariaten ontbrekende hiërarchie;

Het wet-besluit van 23 October 1918 stelt voor de oorlogsschade eene rechterlijke inrichting in, naar het kader van de wet van 18 Juni 1908.

« Er bestaat — zoo luidt het verslag aan den Koning welke het wet-besluit voorafgaat — bij elke rechtsmacht, een Staatskommissaris aangeduid door den Minister van Financiën. Deze kommissaris zal, in bezit van al de bestuurlijke dossiers, de eischen beoordelen en, in alle onafhankelijkheid,

en zonder eenig gebiedend mandaat te hebben ontvangen, de beslissingen doen gelden, welke het algemeen belang der Natie vergt. Aldus werd het instellen van een openbaar ministerie overbodig. »

Uit dit citaat blijkt dat, in den geest der opstellers van de wet, de volkomen leiding van de rechtsmacht voor oorlogsschade aan den Voorzitter van het Hof of van de Rechtbank dient te behooren. De Staatskommissaris trad slechts als deskundige van de Regeering om de rechtbank toe te lichten vooraleer deze eene beslissing trof; in dit punt, waren de opstellers van dit wet-besluit van de algemeene rechterlijke inrichting afgeweken. Bij elk hof of bij elke rechtbank hadden zij een soort openbaar ministerie ingesteld, alleenlijk om zijn advies uit te brengen omtrent de zaken welke de rechtbank het zou voorleggen. Geene hierarchie in de inrichting van dit openbaar ministerie. Naar de opvatting van de opstellers van het wet-besluit van 23 October 1918, zou de Voorzitter der Rechtbank als 't ware de overste van den Staatskommissaris zijn.

Welnu uit de ervaring is het gebleken dat die oplossing onmogelijk was. De Staatskommissaris vertegenwoordigt de Regeering en moet zijne onderrichtingen van den Minister van Staathuishoudkundige Zaken ontvangen. Bovendien heeft de Staatskommissaris tal van bestuurlijke bezigheden die van de inrichting der rechtbank onafhankelijk zijn, zooals bij voorbeeld, de voorschotten verstrekt ter uitvoering van de wet van 24 Februari 1919. Evenwel bestaat er in 't algemeen geen tusschenpersoon tusschen den Minister van Staathuishoudkundige Zaken en de Staatskommissarissen.

Reeds is dezer aantal aanzienlijk en zal noodzakelijkerwijs nog toenemen. Er dient dus eene hierarchieke inrichting tot stand gebracht.

2^o De huidige toestand heeft voorzeker aanleiding gegeven tot eene versnippering van krachten; de bevoegdheid is slecht verdeeld onder de kommissarissen, dezer hebben geen leiddraad voor het volbrengen van hunne taak, zij vervullen ze naar goeddunken op eene wijze welke van rechtbank tot rechtbank en zelfs van kommissaris tot kommissaris verschilt. Deswegens zijn de betrekkingen tusschen rechtbank, griffie en staatskommissaris niet bepaald volgens vaste regels, welke aan deze drie organismen regelmaat bij hunne werking zou verzekeren. Als tweede zyvarigheid, welke uit de huidige toedracht ontstaat, geldt het feit dat de geteisterde, eens zijne aanvraag ingeleverd bij het gemeentebestuur, niet meer meester is over de rechtspleging zijner zaak. In welken toestand hij ook zich bevindt, heeft hij geen verhaal bijaldien de Staatskommissaris tegenover hem niet met al den spoed handelt, welken hij het recht heeft te eischen. Daar over den Staatskommissaris bij gemis aan hierarchie, niet voor elke zaak controle kan worden gedaan, kan daaruit een waar nadeel voor den geteisterde voortspruiten.

Ten slotte, welke pogingen ook de opstellers van bedoeld wet-besluit hebben aangewend is de rechtspleging niet eenvoudig genoeg.

Het wet-besluit heeft de rechtspleging ingevoerd der werkrechtshraden en vredegerechten. Deze zou volkomen toepasselijk kunnen geweest zijn zoo het aantal voor de rechtsinstellingen voor oorlogsschade gebrachte zaken niet dit der ter rolle van de gewone rechtsinstellingen ingeschrevene zaken niet had te boven gegaan. Eischen tot herstel van oorlogsschade werden bij de vleet in verschillende arrondissementen ingesteld, en in sommigen bedraagt hun aantal ongetwijfeld meer dan honderd duizend.

Bijzondere maatregelen dienen getroffen opdat, de geteisterden ondanks die overvloed van eischen tot herstel, spoedig de vergoeding, waarop zij te recht aanspraak maken, of minstens toereikende voorschotten zouden kunnen verkrijgen om met de heropbouwning der vernielde goederen te kunnen aanvangen.

Het overmaken van het eene na het andere stuk door het gemeente-bestuur aan den Voorzitter der rechtbank, door dezen aan den Staatskommissaris, de afwezigheid van rechtbanken in kortgeding vertragen inzonderheid de werkzaamheden van het gerecht in zake oorlogsschade, zonder ten andere zekere goede kanten te hebben, welke bij de gewone rechtsinstellingen bestaan.

Volgende hervormingen dienen derhalve aan het wet-besluit van 23 October 1918 toegebracht.

1^o Bij elk hof en bij elke rechtbank zou een Hoofdstaatskommissaris aangesteld worden, staande onder het gezag van den Minister van Staathuishoudkundige Zaken, wien het uitoefenen van rechtsvordering tot herstel, het toezicht over de uitvoering van wetten, arresten en uitspraken, de zorg voor de handhaving van tucht en voor den regelmatigen gang van den dienst zouden worden opgedragen.

Dergelijke hervorming zou in de organisatie der hoven en rechtbanken voor oorlogsschade moeten ingevoerd worden, om een soort Parket met duidelijk afgeijnde inrichting bij deze instelling tot stand te brengen.

2^o Om de bij hoven en rechtbanken voor oorlogsschade aangenomen rechtspleging te verbeteren, zou dezer inrichting meer overkomst moeten hebben met die der boetstraffelijke rechtbanken. In beginsel, zou de rechtsvordering bij de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade aan de hoofdkommissarissen behooren. Dezen zouden, eens het onderzoek voleind, den geteisterde voor de rechtbank dagvaarden; aan zijnen kant zou de geteisterde het recht hebben om, in geval het Parket der Rechtbank voor oorlogsschade niet naar zijnen zin zou handelen, rechtstreeks den Staatskommissaris voor de rechtbank te dagvaarden; beide partijen zouden alzoo volkomen in staat zijn om de zaken voor de bevoegde rechtsmacht te brengen en de geteisterde zou de zaak op elk oogenblik van de rechtspleging kunnen volgen. Zoo hij geene voldoening verkrijgt zou de rechtbank hem de reden laten weten waarom deze hem geweigerd wordt.

3^o De rechtspleging in kortgeding, hoe aanpassend en eenvoudig zij ook bij de gewone rechtsinstellingen is, bestaat vooralsnog niet bij die voor

oorlogsschade; men zou ze thans gemakkelijk in de huidige inrichting kunnen invoeren. Zij zou aan den Voorzitter of aan den Ondervoorzitter der Rechtbank worden toevertrouwd.

De rechter in kortgeding zou over alle dringende gevallen uitspraak doen en inzonderheid over de aanvragen tot het verkrijgen van tegemoetkomingen bij voorraad, wanneer deze met het oog op de onmiddellijke wederbelegging zouden worden aangevraagd;

4° Vooralsnog bestaat er eene rechtspleging tot bevrediging welke tusschen Kommissaris, Staat en geteisterde plaats heeft.

Voortreffelijk als zij in beginsel is, zou deze rechtspleging voor de Rechtbank moeten gebeuren om de herhaling van de bespreking te vermijden, zoo de partijen het niet eens zijn geworden. De Rechtbank zou aldus zich eene meening over den grond der zaak kunnen vormen en onmiddellijk voorgoed uitspraak desaangaande doen of eene tegemoetkoming bij voorraad verleenen.

5° De schaduwzijden waarop wij vooralsnog in de inrichting van de rechtsinstellingen voor oorlogsschade hebben gewezen, komen in de verwoeste gewesten sterker door. In de verwoeste of vernielde gemeenten, waar het aantal geteisterden het aanzienlijkst is, heeft men met groote bezwaren te kampen om het personeel aan te werven dat in het kader van het wetbesluit van 23 October 1918 noodig is. Er dienen derhalve voor deze gewesten bijzondere onderzoeksmaatregelen voorzien, en aan de rechtbank voor oorlogsschade de medewerking verzekerd van alle daartoe gepaste personen; en, ten einde de heropbouw der verwoeste gewesten te verhaasten, alle maatregelen in 't werk gesteld, om het herstel van schade te bevorderen wanneer de onmiddellijke heropbouw beoogd wordt.

In dien zin worden volgende hervormingen voorgesteld. Scheidsrechterlijke kommissiën zouden aangesteld worden in dezelfde kaders als die aangenomen bij de Fransche wet van 17 April 1919. Deze kommissiën moeten trachten de partijen overeen te brengen, desgevorderd eene overeenkomst te sluiten en deze aan de rechtbank ter bekräftiging voor te leggen. Worden de partijen het niet eens, dan maakt de commissie procesverbaal op van de eischen en verklaringen der partijen en van het geschilpunt. Zij stelt de werkelijkheid der schade vast en kan alzoo een verslag en stipte gevolgtrekkingen aan de rechtbank overmaken, welke aangeduid zal worden om uitspraak te doen.

Dergelijke inrichting dient de noodige lenigheid te bezitten en zich in de verwoeste gewesten al de gepaste medehulp te kunnen verzekeren. Te dien einde treedt het wetsontwerp niet in al te stipte bijzonderheden. Aan de Koning zal het behooren de regels waarvolgens de scheidsrechterlijke kommissiën zullen fungceeren alsmede hare draagkracht te bepalen.

Komen deze in een zeker aantal gevallen niet tot eene onmiddellijke oplossing en tot het sluiten van eene overeenkomst met den geteisterde, dan zullen zij althans gedeeltelijke overeenkomsten kunnen tot stand brengen,

d. w. z. dat de partijen het eens kunnen worden over het bedrag der schade en over de onmiddellijke verleening door den ter plaatse fungeerenden rechter in kortgeding van eene tegemoetkoming bij voorraad ten bedrage dier schade, en dit buiten den drang van de gewone rechtspleging en zonder bijzonderlijk stipte pleegvormen te moeten nakomen.

De scheidsrechterlijke kommissiën zullen bij machte zijn om tal van geschillen op te lossen en om op aanzienlijke wijze het aantal geteisterden te vermeerderen die spoedig voldoening zullen kunnen verkrijgen. Het lijdt trouwens geen twijfel dat ter plaatse van vernielde of beschadigde vaste goederen, waar meteen Staatskommissaris en geteisterde worden gehoord, deze laatste vergezeld van de afgevaardigden van het gemeentebestuur of van eenen schatter, ramingen met uiterste vlugheid door de scheidsrechters kunnen worden gedaan.

Zoodra zij zien zal dat men een voldoende aantal vergoedingen verleent en dank zij dezen een vlug herstel bewerkstelligt zal de bevolking opnieuw vertrouwen krijgen.

6° Uit hoofde van de gewichtigheid van hun ambt kunnen de Staatskommissarissen geen toezicht houden over de wederbelegging. Dit toezicht zou kunnen opgedragen worden aan opzieners en toegevoegde opzieners die rechtstreeks van den Minister van Staathuishoudkundige Zaken zouden afhangen;

7° Hoofdstaatskommissarissen en Staatskommissarissen, opzieners en toegevoegde opzieners kunnen bij het onderzoek der zaken in de gelegenheid worden gebracht om de bewijzen te ontdekken van een misdrijf voorzien bij artiken 66 van het wet-besluit van 23 October 1918.

Zij zouden noodzakelijkerwijs die feiten moeten kunnen opnemen is een proces-verbaal, waarvan de bevestigingen, tot levering van het tegenbewijs, als juist zouden worden aanzien. Daartoe zou het volstaan hun de hoedani-van officier van de gerechtelijke politie te geven.

Op deze groote beginselen moet de herinrichting van de rechsinstellingen voor oorlogsschade worden gegrond.

Andere hervormingen van mindere gehalte dienen in het wet-besluit van 23 October 1918 ingevoerd, zij zullen terloops bij het in overzicht nemen van de artikelen worden onderzocht.

BEKNOPT ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

HOOFDSTUK I.

Algemeene beschikkingen.

ARTIKEL ÉÉN. — De opstelling moet in overeenstemming worden gebracht met de wetsbeschikkingen welke na het wet-besluit van 23 October 1918 van kracht zijn geworden.

ART. 2. — Dit artikel kan ingetrokken worden. Overbodig de vaststelling en raming te voorzien van schade welke op grond van de huidige wetgeving niet kunnen worden hersteld.

Wórdt deze wetgeving eens volledig, dan zal het in de nieuwe wet volstaan naar het herzien wet-besluit van 23 October 1918 te verwijzen of bijzondere maatregelen en termijnen voor de vaststelling en raming der schade te voorzien.

HOOFDSTUK II.

De rechterlijke inrichting en de bevoegdheid.

AFDEELING I. — *De Bevoegdheid.*

In het wet-besluit van 23 October 1918 is er geen artikel dat inzonderheid de bevoegdheid betreft, deze spruit onrechtstreeks voort uit het feit dat men zijne aangiften bij den burgermeester moet neerleggen en dat deze ze aan de rechtbank van het arrondissement overmaakt. Daar deze rechtspleging gewijzigd wordt, dienen er stipte regelen van bevoegdheid vastgelegd. Deze regelen zijn die welke thans van kracht zijn, behoudens evenwel dat uit de ervaring de noodzakelijkheid van eene afwijking is gebleken.

Zekere ondernemingen hebben in verscheidene arrondissementen schade ondergaan. Men diende hier de bevoegde rechtbank aan te duiden om de ondernemingen niet te verplichten afzonderlijke eischen voor verschillende rijksrechtbanken in te stellen. Verdere beschikkingen in het ontwerp voorzien, opdrachten tot onderzoek aan rechtbanken die niet bevoegd zijn, maar in wier gebied zekere goederen gelegen zijn.

Een bijzondere maatregel werd noodig geacht voor de Nationale

Maatschappij van Buurtspoorwegen, om te vermijden dat deze haren eisch voor verschillende rechtbanken moete instellen.

ART. 2^{ter}. — Regelt de bevoegdheid in zake van schade aan personen.

ART. 2^{quater}. — In dit artikel wordt bepaald hoe de rechtsvordering tot herstel der oorlogsschade wordt gevoerd door de hoofdkommissarissen, naar hierbovengemelde wijzen.

AFDEELING II : *De rechtbanken voor oorlogsschade.*

ART. 3. — Geene verandering.

ART. 4. — De bij dit artikel gevoegde volzin legt nadruk op de noodzakelijkheid dat de rechtbank zich overplaatse naar den zetel van deze of gene gemeente uit haar arrondissement. De Staatskommissaris mag deze overplaatsing vorderen en de rechtbank is verplicht daarop in te gaan.

ART. 5. — Aan den Hoofdstaatskommissaris behoort het de verdeeling der zaken van den Voorzitter der Rechtbank te vorderen.

ART. 6 tot 7. — Geene verandering.

ART. 8. — Dit artikel voorziet de vernieuwing der mandaten.

ART. 9. — Geene verandering.

ART. 10. — De Minister van Justitie vervangen door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken.

ART. 11 en 12. — Geene verandering.

ART. 13 en 13^{bis}. — Rol en benoeming van Hoofdstaatskommissarissen en Staatskommissarissen.

ART. 14 tot 18. — Te behouden.

AFDEELING IV. — *De hoven voor oorlogsschade.*

ART. 19. — Geene verandering.

ART. 19^{bis}. — Zooals de rechtbanken, kunnen de hoven zich van de eene naar de andere gemeente begeven; de Staatskommissaris vordert die verplaatsing en het Hof is gehouden daarop gevolg te geven.

ART. 20. — Op vordering van den Hoofdstaatskommissaris, verdeelt de Voorzitter de zaken.

ART. 21 tot 22. — Geene wijziging.

ART. 23 tot 26. — Vervanging van den Minister van Justitie door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken.

Toepassing van art. 206, 207 en 207^{bis} van de wet van 10 Juni 1869, betreffende de aanstelling van eenen greffier in geval van belet van den titularis.

ART. 26^{bis} en 26^{ter}. — Rol van den Hoofdstaatskommissaris en van de Staatskommissarissen bij het Hof.

HOOFDSTUK III.

De wijze van rechtspleging bij de Hoven en Rechtbanken.

ART. 27. — De aanvragen zullen worden gezonden naar den Hoofdkommissaris en niet meer naar den Burgemeester. Men schaft alzoo het noodeloos overmaken af van aanvragen en bundels van de eene naar de andere overheid. Verplichte aantekening.

ART. 28. — Geene verandering.

ART. 29. — In het wet-besluit van 23 October 1918, is dit artikel uiterst ingewikkeld. De categoriën schade worden afgeschaft. Men kan alzoo de beginselen van dit lang artikel in enkele zinnen samenvatten, dit is het voorwerp van het ontwerp.

ART. 30 en 31. — Geene verandering.

ART. 32 tot 33. — Ingetrokken.

ART. 36. — De Staatskommissaris roept den geteisterde voor de rechtbank.

Bij de verschijning tracht de rechtbank de partijen te bevredigen en bekrachtigt de desvoorkomend getroffen overeenkomst.

Worden de partijen het niet eens, dan doet zij voorgoed uitspraak of wijst, zoo zij het noodig vindt, eene tegemoetkoming bij voorraad toe.

ART. 37. — Recht voor den geteisterde om zijne zaak voor de rechtbank te brengen bij dagvaardiging van deurwaarder. Het blijkt dat om het toemenen van ingebrachte bezwaren te vermijden het noodig is de bemiddeling van den deurwaarder te vergen. Een aangeteekende brief kan niet volstaan.

ART. 37^{bis}. — Gaat de overeenkomst over eene aanvraag beneden de tien duizend frank, dan is de bekrachtiging van de rechtbank niet noodig. Het volstaat voor den Staatskommissaris ze aan de goedkeuring van den Minister van Staathuishoudkundige Zaken te onderwerpen.

ART. 38. — Geene verandering.

ART. 39. — Dit artikel voorziet de opdracht van bepaalde ambtsbezigheden aan een lid der rechtbank. Het aldus aangesteld lid kan, bij drin-

genheid, onmiddellijk eene tegemoetkoming bij voorraad toestaan. Alle aanvraag ingebracht met het oog op onmiddellijke wederbelegging wordt als dringende aanvraag aanzien.

ART. 39^{bis}, *ter en quater*. — Regelen de samenstelling der scheidsrechterlijke kommissiën. Een koninklijk besluit zou deze samenstelling bepalen. Moest dit in de wet verwezenlijkt worden, dan zouden wij in zeer stipte bijzonderheden moeten treden, zooals de Fransche wet het doet. Bovendien valt er te vreezen dat de inrichting dezer scheidsrechterlijke kommissiën aan de noodige lenigheid zou te kort schieten. De ervaring zal stipt aanwijzen op wie men beroep voor hare degelijkste samenstelling zal moeten doen. Deze kommissiën zouden in hoofdzaak het afsluiten van overeenkomsten met de geteisterden beoogen, en waren die overeenkomsten onmogelijk, dan zouden zij haar verslag aan de rechtbank voor oorlogsschade voorleggen. Daar deze kommissiën ter plaatse zouden handelen, zou de rechtbank alzoo in bezit zijn van een onpartijdig verslag dat haar toelaten zou zich over het geschil uit te spreken. Nuttig ware het, dat de ramingen van de scheidsrechterlijke kommissiën openbaar werden gemaakt, daarom wordt het aanplakken voorgeschreven.

ART. 40 tot 45. — Regelt de opdrachten tot onderzoek om de toepassing van artikel 2^{bis} mogelijk te maken.

ART. 46. — In de dringende gevallen, bijaldien de geteisterde de noodige maatregelen niet treft om toename van schade te verhinderen, heeft de staatskommissaris het recht om, na den geteisterde behoorlijk te hebben opgeroepen, eenen staat van bevinding op te maken.

ART. 47, 48 en 49. — Geene verandering.

ART. 49^{bis}. — Regelt de inrichting van de rechtspleging in kortgeding naar de hierboven uiteengezette grondregelen.

De toepassing van de beschikkingen op de voorschotten bij voorraad, zoowel voor schade aan personen als voor schade aan goederen, dient naar de rechtsmacht in kortgeding verwezen. De rechtsmacht in kortgeding zou slechts met het oog op onmiddellijke wederbelegging bevoegd zijn.

ART. 50. — Geene verandering.

ART. 51. — Beteekening van het vonnis aan den Staatskommissaris, aan den geteisterde en aan den Minister van Staathuishoudkundige Zaken. Termijn voor het inslaan van hooger beroep tegen de bevelschriften in kortgeding bepaald op 15 dagen.

ART. 52. — Het recht op hooger beroep behoort aan den geteisterde en aan de staatskommissaris, en wordt zelfs in gevallen van bekrachtiging aan laatstvermelde toegekend.

Bij afschaffing van de categorieën schade kan artikel 52 vereenvoudigd worden. Het beloop van den laatsten aanleg wordt bepaald op vijf duizend frank.

ART. 53. — Duidt de rechtspleging bij hooger beroep aan.

ART. 54. — Zekere rechtbanken leggen het huidig artikel 54 in dezen zin uit, dat men in geen hooger beroep kan gaan tegen een vonnis waarbij eene tegemoetkoming bij voorraad verleend is. Aan deze uitlegging dient een einde te worden gesteld.

ART. 55 tot 57. — Eenvoudige wijziging voor de aanpassing aan de in de rechtspleging ingevoerde verandering.

ART. 57^{bis}. — Zoo de noodwendigheden het eischen, zal de Koning de bepalingen kunnen wijzigen betreffende de voor de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade te volgen rechtspleging.

HOOFDSTUK IV.

De vaststelling en raming.

Dit hoofdstuk mag gansch worden ingetrokken. Het heeft geene reden van bestaan meer sedert de bij stemming aangenomen wetten van 10 Mei en van 10 Juni 1919.

HOOFDSTUK V.

Verschillende beschikkingen.

ART. 61. — Te behouden.

ART. 62. — De eed wordt afgelegd in de handen van den Eersten Voorzitter van het Hof van Beroep in stede van den Minister van Justitie. Daarenboven worden de leden der rechtbanken alsmede de Staats-kommissarissen, bij dit artikel, aan dezelfde tucht onderworpen als de leden van de hoven van beroep, van de rechtbanken van eersten aanleg, hunne griffiers, toegevoegde griffiers en de ambtenaren van het Openbaar Ministerie.

ART. 63. — De door de gemeenten opgemaakte staat wordt overgemaakt aan den hoofdkommissaris bij de rechtbank en geenzins aan den Voorzitter der Rechtbank.

ART. 64 tot 72. — Geene verandering.

ART. 73. — Er wordt bijgevoegd : de geteisterde die door den rechter in kortgeding in 't ongelijk wordt gesteld draagt de kosten van het rechts-geding, dit om te vermijden dat men van rechtsmacht in kortgeding misbruik make om tal van ongegronde eischen in te stellen.

ART. 74 tot 75. — Geene verandering.

ART. 76. — Eenvoudige toepassing. Verplichting voor de gemeenten

lokale voor de zittingen, en voor de kantoren van de griffie en van den staatskommissaris te bezorgen.

ART. 77. — Het toezicht over de wederbelegging zal te zamen aan de staatskommissarissen en aan opzieners en toegevoegde opzieners voor oorlogsschade kunnen worden toevertrouwd.

ART. 78. — Hoedanigheid van ambtenaar van gerechtelijke politie gegeven aan de hoofdstaatskommissarissen en Staatskommissarissen bij de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade alsmede aan de opzieners en toegevoegde opzieners voor oorlogsschade.

Als ambtenaren van gerechtelijke politie, staan zij onder het toezicht van den Prokureur generaal bij het Hof van Beroep.

Overgangsbeschikkingen dienen aangenomen voor de onmiddellijke overdracht van al de eischen tot vergoeding aan den Hoofdstaatskommissaris bij de rechtbanken voor oorlogsschade.

Wij hebben de eer de Kamer der Volksvertegenwoordigers te verzoeken onderhavig ontwerp bij dringendheid te willen goedkeuren.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

JEAN JASPAR.

Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre.

Wetsontwerp houdende herziening van het wet-besluit van 23 October 1918 betreffende het vaststellen en ramen van de uit oorlogsfeiten voortvloeiende schade.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de la Justice et des Affaires Economiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de la Justice et des Affaires Economiques présenteront en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE I.

Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, sur la constatation et l'évaluation des dommages de guerre :

ART. 1. — Il est procédé de la manière prescrite par la présente loi pour la constatation et l'évaluation des dommages résultant des faits de guerre dont la réparation est prévue par les lois du 10 mai 1919, du 10 juin 1919 et du 13 novembre 1919.

ART. 2^{bis}. — Les actions en réparation des dommages visés à l'article I du Titre I sont exclusivement de la compé-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Justitie en van Staathuishoudkundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Justitie en van Staathuishoudkundige Zaken zullen uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamer, het wetsontwerp indienen, waarvan hierna de inhoud :

ARTIKEL I.

Aan het wet-besluit van 23 October 1918 op de vaststelling en raming van oorlogsschade, worden hierna volgende wijzigingen gebracht :

ART. 1. — Er wordt op de bij deze wet voorgeschreven wijze overgegaan tot de vaststelling en raming van uit oorlogsfeiten voortvloeiende schade, waarvan het herstel voorzien is bij de wetten van 10 Mei 1919, 10 Juni 1919 en 13 November 1919.

ART. 2^{bis}. — De rechtsvorderingen tot herstel van de bij artikel I van Hoofdstuk I bedoelde schade vallen uit-

tence des tribunaux de dommages de guerre institués par la présente loi.

Le tribunal dans le ressort duquel les biens endommagés ou détruits sont ou étaient situés, est seul compétent pour connaître de la cause.

Lorsque des biens de même nature constituant un seul immeuble ou faisant partie d'une même entreprise industrielle, commerciale ou agricole et appartenant au même propriétaire sont situés dans plusieurs arrondissements, la demande est portée devant le tribunal de l'arrondissement dans le ressort duquel se sont produits les dommages donnant lieu à la réclamation la plus importante.

L'exception d'incompétence n'est plus reçue lorsqu'il est intervenu une décision même préparatoire sur le fond; jusqu'à ce moment elle peut être soulevée d'office.

En cas de litispendance ou de connexité la connaissance de la cause est retenue par le juge qui en a été saisi le premier.

En cas de conflit positif ou négatif de juridiction, la Cour de cassation règle de juge.

L'action en réparation des dommages causés à la Société nationale des chemins de fer vicinaux sera portée devant le tribunal des dommages de guerre de Bruxelles.

ART. 2^{ter}. — En ce qui concerne les dommages aux personnes, le tribunal compétent est celui de l'arrondissement où résidait la victime lorsque le fait dommageable s'est produit.

ART. 2^{quater}. — Sous l'autorité du

sluitend binnen de bevoegdheid van de bij deze wet ingestelde rechtbanken voor oorlogsschade.

De rechtbank in het rechtsgebied derwelke de beschadigde of vernielde goederen gelegen zijn of waren, is alleen bevoegd om van de zaak kennis te nemen.

Wanneer goederen van denzelfden aard, welke slechts één vast goed uitmaken of bij één en dezelfde nijverheids-, handels- of landbouwonderneming behooren en aan denzelfden eigenaar toebehooren, in verscheidene arrondissementen gelegen zijn, dan wordt, de eisch gebracht voor de rechtbank van het arrondissement in wier rechtsgebied de schade is gebeurd, welke aanleiding heeft gegeven tot den gewichtigsten eisch.

De uitneming van onbevoegdheid wordt niet meer ontvangen wanneer er eene beslissing — of al ware zij maar eene voorbereidende — over den grond der zaak gevallen is; tot op dit oogenblik kan zij ambtshalve opgeworpen worden.

In geval van aanhangigheid en samenhang behoudt de rechter, die de eerste kennis heeft genomen van de zaak, de kennisneming ervan aan zich.

In geval van positief of negatief geschil van rechtsgebied regelt het Hof van verbreking het rechtsgebied.

De rechtsvordering tot herstel van de schade toegebracht aan de Nationale maatschappij van buurtspoorwegen zal worden gebracht voor de rechtbank voor oorlogsschade te Brussel.

ART. 2^{ter}. — Wat de schade aan personen betreft, is de rechtbank van het arrondissement waarin het slachtoffer verbleef, toen het schadelijk feit voorviel, de bevoegde rechtbank.

ART. 2^{quater}. — Onder het gezag van

Ministre des Affaires Economiques, les Commissaires principaux de l'Etat près les Cours et tribunaux de dommages de guerre :

exercent l'action en réparation des dommages visés à l'article 1^{er} du Titre I;

surveillent l'exécution des lois devant les Cours et tribunaux de dommages et l'exécution de leurs arrêts et jugements;

veillent au maintien de l'ordre, de la discipline, de la régularité du service dans ces Cours et tribunaux, lorsqu'ils ont des observations à faire à cet égard, les présidents sont tenus, sur leur demande, de convoquer une assemblée générale, à laquelle ils assistent par eux ou par un Commissaire de l'Etat qu'ils désignent.

ART. 4. — Les tribunaux de dommages de guerre peuvent siéger dans toutes les communes de leur ressort.

Le Commissaire de l'Etat peut requérir le transfert du tribunal dans une commune de son ressort et le tribunal est tenu de déférer à cette réquisition.

ART. 5. — Il y a, dans chaque tribunal des dommages de guerre, un président qui est spécialement chargé sur la réquisition du Commissaire principal de l'Etat de distribuer les affaires et d'assurer la bonne marche des travaux.

ART. 8. — Le président du tribunal des dommages de guerre et le vice-président sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats et avocats-avoués, inscrits à leurs tableaux respectifs depuis au moins dix ans, et les personnes ayant enseigné le droit dans une Université

den Minister van Staathuishoudkundige Zaken :

stellen de Hoofdstaatskommissarissen bij de Hoven en rechtbanken voor oorlogsschade de rechtsvordering in tot herstel van de bij artikel 1 van hoofdstuk I bedoelde schade;

houden zij toezicht over de uitvoering van de wetten voor de hoven en rechtbanken alsmede over de uitvoering van hunne arresten en vonnissen;

zorgen zij voor de handhaving van de orde en de tucht en voor de regelmatigte werking van den dienst bij deze hoven en rechtbanken; hebben zij dienomtrent opmerkingen te maken, zoo zijn de voorzitters, op hun verzoek, gehouden eene algemeene vergadering te beleggen, waarop zij zelf of eene door hen aangewezen Staatskommissaris aanwezig zijn.

ART. 4. — De rechtbanken voor oorlogsschade kunnen in al de gemeenten van haar gebied zetelen.

De Staatskommissaris kan vorderen dat de rechtbank zich naar eene gemeente van haar gebied overplaatse en de rechtbank is gehouden op die vordering in te gaan.

ART. 5. — In elke rechtbank voor oorlogsschade is er een voorzitter die inzonderheid belast is, op vordering van den Hoofdstaatskommissaris, met de verdeeling der rechtszaken en met dezer degelijke afwikkeling.

ART. 8. — De voorzitter van de rechtbank voor oorlogsschade en de ondervoorzitter worden benoemd door den Koning voor een termijn van drie jaren onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advokaten of advokaten-pleitbezorgers, ingeschreven op hunne respectievelijke lijsten sedert minstens tien jaar, onder

pendant le même laps de temps. Les assesseurs effectifs et les assesseurs suppléants sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre des Affaires Economiques parmi les personnes spécialement compétentes. Leurs mandats peuvent être renouvelés.

ART. 10. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Vice-Président le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un vice-président, il peut être remplacé par un autre vice-président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, un avocat-avoué ou un professeur d'université réunissant les conditions exigées pour être nommé vice-président, désigné par le Ministre des Affaires Economiques.

ART. 11. — Il y a dans chaque tribunal des dommages de guerre, un greffier âgé de 25 ans accomplis dont les attributions sont déterminées par les articles 158, 159, 160, 162, 169 et 170 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Le greffier est nommé par le Roi pour un terme de trois ans et peut être révoqué par lui.

ART. 12. — Le greffier est assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints, âgés de 21 ans accomplis, dont le nombre est déterminé par le Roi suivant le besoin du service.

Les greffiers adjoints sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans et peuvent être révoqués par lui.

Les articles 206, 207 et 207^{bis} de la loi du 18 juin 1869 sont applicables aux tribunaux des dommages de guerre.

de personen die gedurende hetzelfde tijdsbestek de rechten in eene hoogeschool hebben gedoceerd. De werkelijke en de plaatsvervangende assessoren worden, voor een termijn van drie jaren gekozen door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken uit de bijzonder bevoegde personen. Hunne mandaten kunnen vernieuwd worden.

ART. 10. — Zoo de Voorzitter belet is, wordt hij door den oudsten Ondervoorzitter vervangen.

Is een ondervoorzitter belet, dan kan hij vervangen worden door eenen anderen onder voorzitter, aangeduid door den Voorzitter of door een door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken daartoe aangestelden werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat, advocaat-pleitbezorger of hoogleeraar, die aan alle vereischte voorwaarden voldoet om tot ondervoorzitter te worden benoemd.

ART. 11. — Er is in iedere rechtbank voor oorlogsschade een griffier, ten volle 25 jaar oud, wiens bevoegdheid is omschreven bij artikelen 158, 159, 160, 162, 169 en 170 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

De griffier wordt door den Koning voor een termijn van drie jaar benoemd en kan door Hem worden afgezet.

ART. 12. — De griffier wordt bijgestaan door een of meer toegevoegde griffiers, ten volle 21 jaar oud, wier aantal door den Koning worden vastgesteld naar de behoeften van den dienst.

De toegevoegde griffiers worden benoemd door den Koning voor een termijn van drie jaar en kunnen door Hem worden afgezet.

Artikelen 206, 207 en 207^{bis} van de wet van 18 Juni 1869 zijn toepasselijk op de rechtbanken voor oorlogsschade.

ART. 13. — Il y a près du tribunal des dommages de guerre un commissaire principal et un ou plusieurs commissaires de l'État; leur nombre est déterminé par le Roi suivant les besoins du service.

Ils représentent l'État et font valoir les conclusions que commande l'intérêt général.

Le tribunal est tenu de statuer sur leurs réquisitions.

ART. 13^{bis}. — Les Commissaires de l'État sont nommés par le Roi pour un terme d'un an et peuvent être révoqués par lui.

En cas de vacance ou d'empêchement les fonctions de commissaire principal sont remplies par le plus ancien Commissaire de l'État.

ART. 19^{bis}. — Les cours de dommages de guerre peuvent siéger dans toutes les communes de leur ressort.

Le Commissaire de l'État peut requérir le transfert de la Cour dans une commune de son ressort et la Cour est tenue de déléguer à cette réquisition.

ART. 20. — Il y a dans chaque Cour des dommages de guerre un président qui est spécialement chargé sur la réquisition du Commissaire principal de l'État, de distribuer les affaires et d'assurer la bonne marche des travaux.

ART. 23. — Le Président de la Cour et les Présidents de Chambres sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires, les avocats et avocats-avoués inscrits depuis au moins dix ans à leur tableau respectif, les personnes ayant enseigné le droit pendant le même laps de temps dans une université.

ART. 13. — Bij de rechtbank voor oorlogsschade zijn er een Hoofdkommissaris en een of meer Staatskommissarissen, hun aantal wordt bepaald door den Koning naar de behoeften van den dienst.

Zij vertegenwoordigen den Staat en doen de besluiten gelden welke het algemeen belang vergt.

De rechtbank is gehouden uitspraak te doen omtrent hunne vorderingen.

ART. 13^{bis}. — De Staatskommissarissen worden door den Koning benoemd voor een termijn van één jaar en kunnen door Hem worden afgezet.

Staat de betrekking van Hoofdkommissaris open of is deze belet, dan wordt zijn ambt door den oudsten Staatskommissaris waargenomen.

ART. 19^{bis}. — De Hoven voor oorlogsschade kunnen in al de gemeenten van hun gebied zetelen.

De Staatskommissaris kan vorderen dat het Hof zich naar eene gemeente uit zijn rechtsgebied overplaatse en het Hof dient op die vordering in te gaan.

ART. 20. — In elk Hof voor oorlogsschade is er een Voorzitter die inzonderheid belast is met de verdeeling der zaken en met den degelijken gang der werkzaamheden.

ART. 23. — De Voorzitter van het Hof en de Kamervoorzitters worden benoemd door den Koning voor een termijn van drie jaar onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten, onder de advokaten en advokaten-pleitbezorgers die sedert minstens tien jaar op hunne respectievelijke lijst zijn ingeschreven, onder de personen die de rechten hebben gedoceerd in eene hoogeschool, gedurende hetzelfde tijdsverloop.

Les assesseurs sont choisis pour un terme de trois ans par le Ministre des Affaires Economiques, parmi les personnes compétentes.

ART. 24. — En cas d'empêchement du Président, il est remplacé par le Président de Chambre le plus ancien.

En cas d'empêchement d'un Président de Chambre, il est remplacé par un autre Président de Chambre désigné par le Président ou par un magistrat effectif ou suppléant, un avocat, ou un professeur d'université réunissant les conditions requises pour être nommé Président de Chambre, désigné par le Ministre des Affaires Economiques.

ART. 25. — Il y a dans chaque Cour des dommages de guerre un greffier âgé de 30 ans accomplis, dont les attributions sont déterminées par les articles 158, 159, 160, 169 et 170 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire.

Le greffier est nommé par le Roi pour un terme de trois ans et peut être révoqué par lui.

ART. 26. — Le greffier est assisté d'un ou de plusieurs greffiers-adjoints, âgés de 25 ans accomplis, dont le nombre est déterminé par le Roi, suivant les besoins du service.

Les greffiers-adjoints sont nommés par le Roi pour un terme de trois ans et peuvent être révoqués par lui.

Les articles 206, 207 et 207^{bis} de la loi du 18 juin 1869 sont applicables aux tribunaux de dommages de guerre.

ART. 26^{bis}. — Il y a près de chaque Cour de dommages de guerre un com-

De assessoren worden verkozen voor een termijn van drie jaren, door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken, onder de bevoegde personen.

ART. 24. — In geval de Voorzitter belet is, wordt hij vervangen door den oudsten Kamervoorzitter.

In geval een kamervoorzitter verhinderd is, wordt hij door een anderen kamervoorzitter vervangen, aangeduid door den Voorzitter of door een door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken aangeduiden werkelijken of plaatsvervangenden magistraat, advocaat, advocaat-pleitbezorger of hoogleeraar die aan de vereischten voldoet om tot kamervoorzitter benoemd te worden.

ART. 25. — In elk Hof voor oorlogsschade is er één griffier, die ten volle 30 jaar is, wier bevoegdheid bepaald is bij artikelen 158, 159, 160, 162 en 170 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

De griffier wordt door den Koning benoemd voor een termijn van drie jaar en kan door Hem worden afgezet.

ART. 26. — De griffier wordt bijgestaan door een of meer toegevoegde griffiers, ten volle 25 jaar oud, wier aantal door den Koning, naar de noodwendigheden van den dienst, wordt bepaald.

De toegevoegde griffiers worden door den Koning benoemd voor een termijn van drie jaar en kunnen door Hem worden afgezet.

Artikelen 206, 207 en 207^{bis} van de wet van 18 Juni 1869 zijn toepasselijk op de rechtbanken voor oorlogsschade.

ART. 26^{bis}. — Bij elk Hof voor oorlogsschade zijn er een hoofdkommis-

missaire principal et un ou plusieurs commissaires de l'État. Leur nombre est déterminé par le Roi suivant les besoins du service.

Ils représentent l'État et font valoir les conclusions que commande l'intérêt général.

ART. 26^{ter}. — Les Commissaires de l'État près la Cour de dommages de guerre sont nommés par le Roi pour un terme d'un an et peuvent être révoqués par lui. En cas de vacance ou d'empêchement, les fonctions de Commissaire principal sont remplies par le plus ancien Commissaire de l'État près la Cour.

ART. 27. — Les demandes de constatation et d'évaluation sont remises ou adressées sous pli recommandé au Commissaire principal près le tribunal des dommages de guerre, en double exemplaire, conformément aux dispositions suivantes. Il en tient registre et en délivre récépissé.

ART. 29. — Les demandes relatives aux dommages causés aux biens, contiennent l'indication précise et l'estimation séparée et détaillée de tous les biens endommagés ou détruits.

Les demandes relatives aux dommages causés aux biens contiennent l'indication précise du fait dommageable, du lieu, de l'époque et des circonstances dans lesquelles il s'est produit, ainsi que du préjudice qui en est résulté pour le réclamant, eu égard à sa situation.

Chaque demande est accompagnée de toutes les pièces justificatives.

S'il y a lieu, elle mentionne l'indemnité que l'intéressé a reçue, soit de l'État, soit de tiers, ainsi que la cause du versement de cette indemnité.

saris en één of meer Staatskommissarissen. Hun aantal wordt bepaald naar de noodwendigheden van den dienst door den Koning.

Zij vertegenwoordigen den Staat en doen de besluiten gelden welke het algemeen belang vergt.

ART. 26^{ter}. — De Staatskommissarissen bij het Hof voor oorlogsschade worden benoemd door den Koning voor een termijn van één jaar en kunnen door hem worden afgezet. Staat de betrekking van Hoofdkommissaris open of is deze ambtenaar belet, dan wordt zijn ambt waargenomen door den oudsten Staatskommissaris bij het Hof.

ART. 27. — De aanvragen tot vaststelling en raming worden afgeleverd of onder aangeteekenden omslag verzonden aan den Hoofdkommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade, in dubbel exemplaar, overeenkomstig hiernavolgende beschikkingen. Deze houdt er aantekening van en levert daarvoor een ontvangstbewijs.

ART. 29. — In de aanvragen betreffende schade aan goederen, staan de nauwkeurige opgaaf en de afzonderlijke omstandige raming van alle beschadigde of vernielde goederen.

De aanvragen betreffende schade aan personen behelzen de nauwkeurige opgaaf van het schadelijk feit, van de plaats, van het tijdstip en van de omstandigheden waar of waarin het zich heeft voorgedaan, alsmede van het nadeel welk daaruit voor den aanlegger, ten aanzien van zijnen toestand, is voortgesproten.

Bij elke aanvraag worden al de bewijsstukken gevoegd.

Desgevorderd, vermeldt zij de vergoeding welke de belanghebbende reeds, hetzij van den Staat, hetzij van derde personen, zou ontvangen hebben, alsmede de reden van de uitbetaling dier vergoeding.

Dans le cas contraire, elle contient l'affirmation que les intéressés n'ont reçu aucune indemnité ou ne sont en droit d'introduire aucune demande de réparation.

ART. 36. — Le Commissaire de l'État convoque le sinistré devant le tribunal, par lettre recommandée à la poste, au moins cinq jours francs avant l'audience. La lettre indique les lieu, jour et heure de la comparution. Le tribunal s'efforce de concilier les parties. Si celles-ci concluent un accord, le tribunal est appelé à statuer sur son homologation.

En cas de non conciliation, le tribunal rend un jugement fixant le montant de l'indemnité allouée au sinistré. S'il ne possède pas les données qui permettent de fixer immédiatement le montant de cette indemnité, il accorde au sinistré une allocation provisionnelle.

ART. 37. — Pourra également le sinistré saisir le tribunal des dommages de guerre par voie de citation d'huissier donnés directement au Commissaire de l'État.

ART. 37^{bis}. — Le Commissaire de l'État est autorisé à transiger avec le sinistré sans homologation du tribunal quand la demande ne dépasse pas 10,000 francs. La transaction est toutefois soumise à l'approbation du Ministre des Affaires Économiques.

ART. 39. — Tout moyen de preuve, même par simple présomption, est admis pour établir la réalité et l'importance des dommages. Les parents et domestiques peuvent être entendus comme témoins.

Le tribunal peut entendre toutes personnes ayant une compétence spéciale

In tegenovergesteld geval, vervat zij de bevestiging dat de belanghebbenden geen vergoeding hebben ontvangen of geen recht hebben om 't even welken eisch tot herstel in te stellen.

ART. 36. — De Staatskommissaris roept den geteisterde vóór de rechtbank, bij eenen ter poste aangeteekenden brief, minstens vijf volle dagen vóór het verhoor. De brief vermeldt plaats, dag en uur van de verschijning. De rechtbank tracht de partijen te bevredigen. Komen deze tot eene overeenkomst, dan hoeft de rechtbank uitspraak te doen over dezer bekrachtiging.

Worden de partijen het niet eens, dan velt de rechtbank een vonnis, waarbij het bedrag van de aan den geteisterde toegewezen vergoeding wordt bepaald. Zoo zij de gegevens niet bezit om onmiddellijk dit bedrag te bepalen, verleent zij aan den geteisterde eene tegemoetkoming bij voorraad.

ART. 37. — De geteisterde kan insgelijks een geding vóór de rechtbank brengen bij dagvaarding door deurwaarder, rechtstreeks aan den Staatskommissaris gegeven.

ART. 37^{bis}. — De Staatskommissaris is gemachtigd om, zonder bekrachtiging door de rechtbank, met den geteisterde tot een vergelijk te komen, wanneer de eisch geene 10,000 frank overtreft. De overeenkomst wordt evenwel den Minister van Staatshuishoudkundige Zaken ter goedkeuring voorgelegd.

ART. 39. — Alle bewijsmiddel, zelfs bij bloot vermoeden, komt in aanmerking tot staving van de wezenlijkheid en gewichtigheid der schade. De bloedverwanten en dienstboden mogen als getuigen worden gehoord.

De rechtbank mag alle personen afhooren, die eene bijzondere bevoegdheid

pour l'évaluation des dommages et ordonner toutes expertises et mesures d'instruction qui lui sembleraient utiles. Il peut se transporter sur les lieux et déléguer à cet effet un ou plusieurs de ses membres.

Le Président ou le Vice-Président ainsi désigné peut, sur les réquisitions du Commissaire de l'État, statuer, suivant la procédure indiquée à l'article 49^{bis}, sur toute demande d'allocation provisionnelle, introduite en vertu de l'article 9 de la loi du 10 juin 1919 ou du chapitre III de la loi du 10 mai 1919, pourvu, dans ces cas, que la demande soit introduite en vue de remploi immédiat.

ART. 39^{bis}. — Le Roi peut, en égard aux nécessités du service, créer, auprès des tribunaux de dommages de guerre, des Commissions d'arbitres.

Un arrêté royal règle l'organisation de ces Commissions.

ART. 39^{ter}. — Les Commissions d'arbitres s'efforcent de concilier les parties, constatent, s'il y a lieu, leurs accords.

En cas de conciliation, l'accord est soumis d'urgence à l'approbation du Commissaire de l'État et, s'il y a lieu, à l'homologation au tribunal.

En cas de non conciliation, la Commission constate la réalité et l'importance du dommage et transmet ses conclusions au Commissaire de l'État.

ART. 39^{quater}. — Les évaluations des Commissions arbitrales sont rendues publiques par la voie de l'affichage à la porte du tribunal des dommages de guerre et de la Maison communale de

hebben en alle deskundige onderzoekingen en andere onderzoeksmaatregelen bevelen welke zij oorbaar acht. Zij mag zich ter plaatse begeven of daartoe één of meer harer leden aanstellen.

De alzoo aangestelde Voorzitter of Ondervoorzitter kan, op vordering van den Staatskommissaris en naar de bij artikel 49^{bis} aangeduide rechtspleging, uitspraak doen over allen, krachtens artikel 9 van de wet van 10 Juni 1919 of hoofdstuk III van de wet van 10 Mei 1919, ter verkrijging van eene tegemoetkoming bij voorraad ingestelden eisch, mits, in dit geval, de eisch, met het oog op eene onmiddellijke wederbelegging, ingesteld zij.

ART. 39^{bis}. — De Koning kan, gelet op de noodwendigheden van den dienst, Kommissiën van scheidsrechters bij de rechtbanken voor oorlogsschade instellen.

Een koninklijk besluit houdt regeling van de inrichting dezer Kommissiën.

ART. 39^{ter}. — De Kommissiën van scheidsrechters trachten de partijen te bevredigen, en stellen, desgevorderd, hunne overeenkomsten vast.

Zijn de partijen het eens geworden, dan wordt de overeenkomst aan de goedkeuring van den Staatskommissaris en, desgevorderd, aan de bekrachtiging der rechtbank onderworpen.

Maar worden zij het niet eens, dan stelt de Kommissie die de werkelijkheid en gewichtigheid der schade vast en maakt hare besluiten aan den Staatskommissaris over.

ART. 39^{quater}. — De ramingen der scheidsrechterlijke kommissiën worden openbaar bekend gemaakt, bij middel van berichten aangeplakt aan de deur van de rechtbank voor oorlogsschade

la localité où les biens détruits sont situés.

ART. 45^{bis}. — Le tribunal peut décerner une Commission rogatoire à un autre tribunal pour les constatations et les évaluations des biens situés en dehors de son arrondissement.

ART. 46. — Dans les cas urgents, le tribunal peut ordonner telles mesures qu'il juge nécessaires pour empêcher que l'état des lieux ne soit modifié et que les choses donnant lieu à une réclamation ne soient enlevées, déplacées ou détériorées.

Si le sinistré ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher l'aggravation des dommages, le Commissaire de l'État peut, le sinistré dûment appelé, faire dresser un état des lieux qui servira de base à l'appréciation des indemnités dues à l'intéressé.

ART. 49^{bis}. — Le président du tribunal et le Vice-Président qu'il délègue à cette fin statuent par voie de référé sur tous les cas dont il reconnaît l'urgence et qui rentrent dans la compétence des tribunaux de dommages de guerre par application de la présente loi.

Rentrent notamment dans sa compétence, l'application des dispositions prévues par le chapitre VII de la loi du 10 mai 1919 pour autant que les indemnités soient demandées en vue du emploi immédiat, et l'article 9 de la loi du 10 juin 1919.

Le juge des référés est saisi soit par le Commissaire de l'État, soit par le

en van het gemeentehuis van het dorp waar de vernielde goederen gelegen zijn.

ART. 45^{bis}. — De rechtbank kan aan eene andere rechtbank een opdracht tot onderzoek geven, voor de vaststelling en raming van buiten haar arrondissement gelegen goederen.

ART. 46. — In dringende gevallen, mag de rechtbank alle maatregelen treffen welke zij noodig acht om te beletten dat aan den bestaanden toestand der plaats verandering worde gebracht en de zaken, welke gronden tot eenen eisch geven, weggenomen, verplaatst of beschadigd worden.

Bijaldien de geëiste de noodige maatregelen niet trest om toename van schade te verhinderen, kan de Staatskommissaris, na den geëiste behoorlijk te hebben opgeroepen, eenen staat van bevinding doen opmaken, welke tot grondslag zal dienen voor het schatten van de aan den geëiste verschuldigde vergoedingen.

ART. 49^{bis}. — De voorzitter van de rechtbank en de Ondervoorzitter welken hij te dien einde machtigt, doen bij wege van kortgeding uitspraak over al de gevallen waarvan hij de dringendheid erkent en welke, bij toepassing van deze wet, binnen de bevoegdheid vallen van de rechtbanken voor oorlogsschade.

Vallen ondermeer binnen zijne bevoegdheid : de toepassing der beschikkingen voorzien bij hoofdstuk VII van de wet van 10 Mei 1919, voor zoover de vergoedingen voor onmiddellijke wederbelegging worden aangevraagd, en bij artikel 9 van de wet van 10 Juni 1919.

De zaak wordt voor den rechter in kortgeding gebracht hetzij door den

sinistré ainsi qu'il est dit à l'article 37 de la présente loi.

Les ordonnances du juge des référés ne feront aucun préjudice au principal; elles ne sont pas susceptibles d'opposition.

Les articles 4, 14 à 18, 37 à 50 de la présente loi leur sont applicables.

ART. 49^{ter}. — Dans les communes adoptées par la Nation, le juge des référés pourra, le sinistré dûment appelé par lettre du greffier, accorder d'office pour la reconstruction des immeubles entièrement détruits, une allocation provisionnelle égale à vingt fois le revenu cadastral de la propriété bâtie.

L'ordonnance ne sera exécutée que si le sinistré s'engage à commencer, dans un délai de trois mois, la reconstruction de son immeuble.

Cette ordonnance n'est pas susceptible d'appel.

ART. 51. — Le greffier délivre dans les quarante-huit heures, au Commissaire de l'État, un extrait de tout jugement.

Il notifie dans les quarante-huit heures au sinistré, par lettre recommandée à la poste, avec avis de réception, le jugement du tribunal. L'acte de notification reproduit l'article 53 ci-après.

Notification est également donnée dans les trois jours au Ministre des Affaires Économiques.

ART. 52. — Le droit d'appel appartient au sinistré et au Commissaire de l'État, même dans un cas d'homologation.

Staatskommissaris, hetzij door den geteisterde, zooals gezegd wordt bij artikel 37 van deze wet.

De bevelschriften van den rechter in kortgeding zullen hoegenaamd de hoofdzaak niet benadeelen, zij zijn niet vatbaar voor verzet.

Artikelen 4, 14 tot 18, 37 tot 50 van deze wet zijn toepasselijk op hen.

ART. 49^{ter}. — In de door de Natie aangenomen gemeenten, zal de rechter in kortgeding, na den geteisterde bij brief van den griffier behoorlijk te hebben opgeroepen, ambtshalve voor het heropbouwen van volslagen vernielde vaste goederen eene tegemoetkoming bij voorraad kunnen verleen ten bedrage van twintig maal het kadastraal inkomen van het bebouwd eigendom.

Het bevelschrift zal niet ten uitvoer worden gelegd dan indien de geteisterde zich verbindt binnen een termijn van drie maand met de heropbouw van zijn vast goed aan te vangen.

Dit bevelschrift is niet vatbaar voor hooger beroep.

ART. 51. — De griffier levert binnen acht-en-veertig uur een uittreksel van alle vonnis af aan den Staatskommissaris.

Hij beteekent het vonnis van de rechtbank binnen acht-en-veertig uur, aan den geteisterde, bij eenen ter poste aangeteekenden brief, met ontvangstbericht. Op de akte van beteekening staat hiernavolgend artikel 53 vermeld.

Beteekening wordt insgelijks, binnen drie dagen aan den Minister van Staathuishoudkundige Zaken gegeven.

ART. 52. — Het recht op hooger beroep behoort aan den geteisterde en aan den Staatskommissaris, zelfs in een geval van rechterlijke bekrachtiging.

En ce qui concerne les dommages aux personnes, l'appel est toujours recevable.

En ce qui concerne les dommages aux biens, le taux du dernier ressort est déterminé par le montant de la demande.

Le sinistré et le Commissaire de l'État peuvent dans leur déclaration, limiter l'appel à une partie des biens endommagés ou détruits.

L'appel n'est recevable que si l'ensemble des dommages soumis à l'appréciation de la Cour dépasse 5,000 francs.

A défaut de limitation expresse, l'appel remet en question la demande tout entière.

Le délai expiré, la partie non appelante ne pourra former d'appel incident.

ART. 53. — L'appel est formé par la déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement.

A peine de nullité, la déclaration est motivée dans le délai d'un mois prenant cours à la date du prononcé du jugement. Le délai d'appel des ordonnances de référé est réduit à quinze jours.

Le dossier est transmis sans délai par le greffier au Commissaire principal près la Cour des dommages de guerre, lequel fait citer le sinistré devant la Cour par lettre recommandée à la poste.

Cette lettre recommandée à la poste est envoyée quinze jours au moins avant l'audience.

Elle indique les lieu, jours et heure de comparution, ainsi que l'objet de l'appel.

Voor schade aan personen, is het beroep steeds ontvankelijk.

Voor schade aan goederen, wordt het beloop van den laatsten aanleg bepaald door het bedrag van den eisch.

De geteisterde en de Staatskommissaris kunnen in hunne verklaring het beroep tot een deel der beschadigde of vernielde goederen beperken.

Het beroep is slechts dan ontvankelijk wanneer de ter beoordeeling van het Hof onderworpen gezamenlijke schade meer dan 5,000 frank bedraagt.

Bij gemis aan duidelijke beperking, brengt het beroep den algeheelen eisch terug te berde.

Eens de termijn verstreken, zal de niet beroepende partij geen tusschen opkomend hooger beroep kunnen instellen.

ART. 53. — Het hooger beroep wordt ingesteld bij middel van de verklaring neergelegd ter griffie van de rechtbank die het vonnis heeft geveld.

Op straf van nietigheid, wordt de verklaring met redenen omkleed en gedaan binnen de maand na den datum waarop het vonnis werd uitgesproken. De termijn voor hooger beroep tegen de bevelschriften op kortgeding is tot op vijftien dagen bebracht.

De bundel wordt onverwijld overgemaakt door den greffier aan den hoofdkommissaris bij het Hof voor oorlogsschade, die den geteisterde ten Hove daagt bij eenen ter poste aange teekenden brief.

Deze ter poste aangeteekende brief wordt minstens vijftien dagen voor het verhoor verzonden.

Hij vermeldt plaats, dag en uur van de verschijning alsmede de zaak, waarover het beroep gaat.

ART. 54. — Il n'y aura appel de tout jugement rendu en cours d'instance qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de celui-ci.

Les jugements accordant des allocations provisionnelles sont susceptibles d'appel en tout état de cause.

ART. 56. — Le greffier notifie au sinistré, au Commissaire de l'Etat et au Ministre des Affaires Economiques, par lettre recommandée à la poste, avec avis de réception, l'arrêt rendu par la Cour.

ART. 57. — Les arrêts rendus par les Cours de dommages de guerre ne sont pas susceptibles d'opposition.

Ils peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour de Cassation pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi, conformément au titre II du livre IV du Code de procédure civile, aux art. 80 et 88 de la loi du 27 Ventose, an VIII.

ART. 57^{bis}. — Le Roi pourra, si les nécessités l'exigent, modifier les dispositions du présent titre sur la procédure à suivre devant les Cours et Tribunaux de dommages de guerre.

ART. 62. — Avant d'entrer en fonctions, les membres des Tribunaux et Cours de dommages de guerre prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831. Ils jurent, en outre, de faire part aux membres de la Chambre à laquelle ils sont attachés, de toutes les démarches dont ils seraient l'objet à l'occasion des affaires sur lesquelles la Chambre aura à statuer.

Le Président de la Cour et le Prési-

ART. 54. — Beroep tegen alle uitspraak gedaan in den loop van het geding zal slechts na de einduitspraak en gezamenlijk met het beroep tegen dezelve geschieden.

Alle uitspraak, waarbij tegemoetkomingen bij voorraad worden toegestaan, is, in allen stand van zaken vatbaar voor hooger beroep.

ART. 56. — De griffier beteekent de door het Hof gedane uitspraak aan den geteisterde, aan den Staatscommissaris, bij eenen ter poste aangeteekenden brief, met ontvangstbericht.

ART. 57. — Geen verzet is ontvankelijk tegen de besluiten van de hoven voor oorlogsschade.

Tegen dezen mag verhaal genomen worden bij het Hof van Verbreking wegens onbevoegdheid, machtsmisbruik of wetschending, overeenkomstig hoofdstuk II, van boek IV, van het Wetboek op de burgerlijke rechtspleging en artikelen 80 en 88 van de wet van 24 Ventose jaar VIII.

ART. 57^{bis}. — Zoo de noodwendigheden het eischen, zal de Koning de bepalingen van dit hoofdstuk betreffende de voor de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade te volgen rechtspleging kunnen wijzigen.

ART. 62. — Alvorens in bediening te treden, leggen de leden van de Rechtbanken en Hoven voor oorlogsschade den eed af, voorgeschreven bij het dekreet van 20 Juli 1831. Zij zweren bovendien aan de leden van de Kamer, waaraan zij verbonden zijn, alle stappen te zullen mededeelen welke bij hen zouden worden aangewend ter gelegenheid van de zaken waarover de Kamer zal uitspraak te hebben te doen.

De Voorzitter van het Hof en de

dent du Tribunal prêtent ce serment entre les mains du premier Président de la Cour d'appel, en personne ou par écrit.

Les Présidents des Chambres, les Vice-Présidents, assesseurs, greffiers et greffiers-adjoints le prêtent entre les mains du Président de la Cour ou du Tribunal.

Les présidents, vice-présidents et assesseurs effectifs ou suppléants des Cours et tribunaux de dommages de guerre, les greffiers et greffiers-adjoints, les Commissaires principaux et les Commissaires de l'État sont soumis à la même discipline que les membres des Cours d'appel et des tribunaux de première instance, leurs greffiers et greffiers-adjoints et les officiers du Ministère public.

Lorsque la Cour d'appel exerce ses attributions disciplinaires à l'égard des membres des Cours et tribunaux de dommages de guerre, elle statue en audience solennelle conformément à l'article 83 de la loi du 18 juin 1869. En cas de négligence ou de manquement grave aux règles de la discipline, le Roi peut les révoquer sur l'avis conforme de la Cour d'appel du ressort, statuant comme il vient d'être dit, le Procureur général entendu.

ART. 63. — Les représentants légaux des incapables peuvent, sans aucune autorisation, exercer au nom de ceux-ci les actions résultant du présent arrêté-loi. La femme mariée peut les exercer sans l'assistance de son mari.

Le Collège des bourgmestres et échevins dresse à l'expiration du délai mentionné à l'alinéa 1^{er} de l'article 32

Voorzitter van de Reethbank leggen, in eigen persoon of schriftelijk, dezen eed af vóór den eersten Voorzitter van het Hof van beroep.

Voorzitters van de Kâmers, onderzitters, assessoren, greffiers en toegevoegde griffiers leggen dezen af vóór den Voorzitter van het Hof of van de Rechtbank.

Voorzitters, onderzitters en werkelijke of plaatsvervangende assessoren van de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, griffiers en toegevoegde griffiers. Hoofdstaatskommis-sarissen en Staatskommis-sarissen zijn aan dezelfde tucht onderworpen als de leden van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, hunne griffiers en toegevoegde griffiers en de ambtenaren van het openbaar ministerie.

Wanneer het Hof van beroep zijne tuchtsbevoegdheid uitoefent ten opzichte van de leden der Hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, doet zij uitspraak in plechtige audiëntie overeenkomstig artikel 83 van de wet van 18 Juni 1869. In geval van nalatigheid of zwaar verzuim ten aanzien van de tuchtverordeningen, kan de Koning ze afstellen op eensluidend advies van het Hof van beroep van het gebied, uitspraak doende zooals hierboven is gezegd, en na den Prokureur generaal te hebben gehoord.

ART. 63. — De wettelijke vertegenwoordigers der onbevoegden kunnen, zonder enkele machtiging, in dezer naam de rechtsvorderingen instellen, voortspuitende uit onderhavig wetbesluit. De gehuwde vrouw mag ze uitoefenen zonder den bijstand van haren man.

Het College van burgemeester en schepenen maakt, bij het verstrijken van den tijd, vermeld bij alinea 1 van

l'état des dommages au sujet desquels aucune demande n'a été déposée. Cet état, contenant, si possible, l'indication de la raison pour laquelle les demandes n'ont pas été présentées, est transmis au commissaire principal près le tribunal des dommages de guerre qui, sous réserve du droit des intéressés, fait procéder d'office à la constatation et à l'évaluation des dommages.

ART. 73. — Les frais de la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre, ainsi que ceux résultant du fonctionnement des juridictions instituées par le présent arrêté-loi, sont à la charge de l'État. Néanmoins, les cours et tribunaux de dommages de guerre peuvent mettre à la charge des parties les frais qui auraient été frustratoirement faits par elles ou à leur requête. Les frais sont liquidés par le jugement. Le sinistré qui succombe devant le juge des référés supporte les frais de cette instance,

ART. 76. — Les communes où siègent les cours et tribunaux de dommages de guerre fournissent les locaux nécessaires pour la tenue des séances et le service du greffe et des commissaires de l'État auprès des dites juridictions.

ART. 77. — Le Roi peut confier, concurremment avec les commissaires de l'État, la surveillance du emploi prévue par les articles 15 et suivants de la loi du 10 mai 1919 à des inspecteurs ou inspecteurs-adjoints des dommages de guerre.

ART. 78. — Les commissaires principaux et commissaires de l'État près

artikel 32, den staat der schade op, waarvoor er geene aanvraag werd ingediend. Deze staat behelst, zoo mogelijk, opgave van de reden waarom de aanvragen niet werden ingediend, en wordt overgemaakt aan den Hoofdkommissaris bij de Rechtbank voor oorlogsschade die, onder voorbehoud van het recht der belanghebbenden, van ambtswege tot de vaststelling en de raming van de schade doet overgaan.

ART. 73. — De onkosten van de rechtspleging voor vaststelling en raming der oorlogsschade, alsmede degene voortspuitende uit de werking der bij onderhavig wet-besluit in 't leven geroepen rechtsinstellingen, vallen ten laste van het Rijk. Evenwel kunnen de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade, ten laste van de partijen, de onkosten leggen welke nutteloos worden gedaan door haar of op haar aanzoek. De onkosten worden vereffend bij de rechterlijke uitspraak. De geteisterde, die door den rechter in kortgeding in 't ongelijk wordt gesteld, draagt de kosten van dit rechtsgeding.

ART. 76. — De gemeenten waar de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade zetelen, verstrekken de voor het houden der zittingen en voor den dienst van de griffie en van de Staatskommissarissen bij bedoelde rechtsinstellingen noodige lokalen.

ART. 77. — De Koning kan, te zamen met de Staatskommissaris, het bij artikel 15 en volgende artikelen van de wet van 10 Mei 1919 voorziene toezicht over de wederbelegging opdragen aan Opzieners en toegevoegde Opzichters voor oorlogsschade.

ART. 78. — De Hoofdstaatskommissarissen en Staatskommissarissen bij

les cours et tribunaux de dommages de guerre, les inspecteurs et les inspecteurs-adjoints de dommages de guerre, sont officiers de police judiciaire; en cette qualité, ils sont chargés de rechercher dans le ressort qu'il leur est assigné, les délits prévus par l'article 66 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Ils dressent des procès-verbaux à l'effet de constater la nature, les circonstances, le temps, le lieu des délits, ainsi que les preuves qu'ils auraient pu recueillir.

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 79. — Les bourgmestres et les présidents des tribunaux des dommages de guerre transmettront au commissaire principal près le tribunal de dommages de guerre, dans le délai d'un mois, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, les demandes dont ils seraient détenteurs en vertu de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Les mandats des commissaires de l'Etat près des cours et tribunaux des dommages de guerre, nommés par application de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, expireront un an après la promulgation de la présente loi.

ARTICLE II.

La section première du titre II de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, comprenant les articles 2^{bis}, 2^{ter} et 2^{quater}, prend le titre : De la compétence.

Les sections A et B, du même titre, deviennent les sections II et III.

ARTICLE III.

Sont abrogés :

Les articles 2, 32 à 35 et le titre IV

de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, de Opzieners en toegevoegde Opzieners voor oorlogsschade zijn ambtenaren van gerechtelijke politie; in deze hoedanigheid zijn zij belast met het opzoeken in hun aangewezen gebied naar de bij artikel 66 van het wet-besluit van 23 October 1918 voorziene misdrijven.

Zij maken processen-verbaal op ten einde aard, omstandigheden, tijd en plaats van de misdrijven alsmede de door hen ingewonnen bewijzen vast te stellen.

Deze processen-verbaal zijn geldig voor zoover het tegenoverstelde niet bewezen is.

ART. 79. — De burgemeesters en de voorzitters van de rechtbanken voor oorlogsschade zullen binnen één maand, met ingang van het van kracht worden van deze wet, aan den hoofdkommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade de aanvragen overmaken, waarvan zij in bezit zouden zijn krachtens het wet-besluit van 23 October 1918.

De mandaten, van de bij toepassing van het wet-besluit van 23 October 1918 bij de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade benoemde Staatskommissarissen, verstrijken één jaar na de afkondiging van deze wet.

ARTIKEL II.

Afdeeling één van hoofdstuk II van het wet-besluit van 23 October 1918, behelzende artikelen 2^{bis}, en 2^{ter}, en 2^{quater} neemt als titel : De bevoegdheid.

Afdeelingen A en B van hetzelfde hoofdstuk worden afdeelingen II en III.

ARTIKEL III.

Worden ingetrokken :

Artikelen 2, 32 tot 35 en hoofdstuk IV

de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 sur la constatation et l'évaluation des dommages de guerre.

L'article 2 de la loi du 24 février 1919 relative à des avances par l'Etat pour les dommages causés aux biens par les faits de la guerre.

ARTICLE IV.

Il est ajouté à la loi du 10 mai 1919 un article 19^{bis} ainsi conçu :

ART. 19^{bis}. — Le Roi peut, sur l'avis du Conseil supérieur des dommages de guerre, fixer, par catégories de biens, des coefficients d'après lesquels les juridictions de dommages de guerre sont tenues de déterminer le montant des indemnités de emploi,

ARTICLE V.

L'article 27 de la loi du 10 mai 1919 est complété comme suit :

En cas de refus du sinistré, l'offre sera tenue pour acceptée si le tribunal juge que le refus n'est pas justifié.

ARTICLE VI.

Le délai d'un mois prévu par l'article 49 de la loi du 10 mai 1919 est porté à deux mois.

ARTICLE VII.

L'article 52 de la loi du 10 mai 1919 est modifié comme suit :

Les tribunaux de dommages de guerre fixent les époques à partir desquelles les jugements sont exécutoires en ce qui

van het wet-besluit van 23 October 1918 op de vaststelling en raming van de oorlogsschade.

Artikel 2 van de wet van 24 Februari 1919 betreffende voorschotten door den Staat voor door oorlogsfeiten aan goederen veroorzaakte schade.

ARTIKEL IV.

Bij de wet van 10 Mei 1919 wordt, een artikel 19^{bis} gevoegd, luidende als volgt :

ART. 19^{bis}. — De Koning kan, op advies van den Hoogerem Raad voor oorlogsschade, coëfficiënten per categorieën goederen vaststellen, waarnaar de rechtsinstellingen voor oorlogsschade gehouden zijn het bedrag der vergoedingen voor wederbelegging te bepalen.

ARTIKEL V.

Artikel 27 van de wet van 10 Mei 1919 wordt aangevuld als volgt :

Bijaldien de geteisterde weigert, -zal het aanbod worden aanzien als zijnde aanvaard zoo de rechtbank oordeelt dat de weigering niet gebillijkt is.

ARTIKEL VI.

De bij artikel 49 van de wet van 10 Mei 1919 voorziene termijn van één maand wordt gebracht op twee maand.

ARTIKEL VII.

Artikel 52 van de wet van 10 Mei 1919 wordt gewijzigd als volgt :

De rechtbanken voor oorlogsschade bepalen de tijdstippen te beginnen waarvan de vonnissen uitvoerbaar zijn

concerne les indemnités définitives ou provisionnelles accordées à charge de remplacement, conformément à l'article 15 ci-dessus.	wat betreft de ten laste van wederbelegging, overeenkomstig artikel 15 van hierboven, voorgoed of bij voorraad toegestane vergoedingen.
---	---

ARTICLE VIII.

Un arrêté royal fixera la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Donné à Laeken, le 16 février 1920.

ARTIKEL VIII.

Bij een koninklijk besluit zal de datum van het van kracht worden dezer wet worden bepaald.

Gegeven te Laken, den 16^e Februari 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

<i>Le Ministre des Affaires Économiques,</i>	<i>De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,</i>
--	--

HENRI JASPAR.

